

Résumé de la réunion 2020 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable : 7-16 juillet 2020

«La crise du COVID-19 a des effets dévastateurs à cause de nos échecs passés et présents, car nous n'avons pas encore pris les ODD au sérieux», a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de la réunion virtuelle de l'édition 2020 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

La réunion visait à l'origine à lancer un nouveau cycle quadriennal consacré à l'examen de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et à l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme de développement durable à l'horizon 2030). Elle était, surtout, censée lancer une «décennie d'action et de mise en œuvre» après que l'édition 2019 du FPHN ait constaté que les progrès sur les ODD étaient en retard. Au lieu de cela, l'événement a fini par être une session plutôt inhabituelle. Dans une année où la pandémie de COVID-19 a provoqué le report de la plupart des réunions multilatérales, la session du FPHN s'est tenue à ses dates initialement prévues, mais en mode virtuel.

Compte tenu de l'impact considérable de la pandémie sur la santé humaine et sur l'économie mondiale, l'ordre du jour de la réunion a été ajusté par le Bureau du Conseil économique et social (ECOSOC) pour se concentrer sur l'impact potentiel de la pandémie sur la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030. Les plans initiaux de la section «examen thématique» du FPHN ont été modifiés pour se concentrer sur l'impact de la pandémie et sur la manière dont la communauté internationale pourrait réagir pour remettre les choses sur les rails. Le débat général qui se déroule normalement pendant le segment ministériel a été annulé - à sa place, les chefs d'État et de gouvernement et les ministres ont été invités à envoyer des déclarations écrites ou enregistrées pour publication sur les sites Web de l'ECOSOC et du FPHN. Des réunions parallèles, des expositions et d'autres manifestations spéciales ont également eu lieu virtuellement. Le thème général de la réunion décidé par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en novembre 2019 a cependant été retenu : «Action accélérée et voies de transformation : Réaliser la décennie d'action et de concrétisation du développement durable.»

La réunion s'est terminée sans adopter de déclaration ministérielle, contrairement aux attentes. Mona Juul, Présidente de l'ECOSOC, a déclaré lors de la séance de clôture qu'une déclaration ambitieuse est en train d'émerger, mais que certaines questions nécessitaient encore des discussions. Suggérant que les

pays étaient proches d'un accord, elle a encouragé tous les États membres à soutenir son adoption par consensus. Le vendredi 17 juillet, elle a diffusé un projet révisé de déclaration ministérielle, soulignant que si les États Membres ne soulevaient pas d'objection avant le 22 juillet, la déclaration serait considérée comme adoptée.

Des évaluations nationales volontaires (ENV) ont été présentées par 47 pays, dont 26 pour la première fois, 20 pour la deuxième fois et 1 pour la troisième fois. Les pays ont eu la possibilité de diffuser en direct leur exposé, d'envoyer des

Dans ce numéro

| | |
|--|----|
| Bref historique du FPHN | 1 |
| Compte rendu de l'édition 2020 du FPHN | 3 |
| Lancement de la décennie d'action en temps de crise: Rester concentré sur les ODD tout en luttant contre le COVID-19 | 3 |
| Reconstruire en mieux après le COVID-19 et agir là où nous aurons l'impact le plus important sur les ODD | 4 |
| Voies transformatives pour la réalisation du Programme 2030 : une approche de toute la société, tenant compte de l'impact du COVID-19 (perspective des parties prenantes) | 7 |
| Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et se lancer dans de nouvelles voies pour réaliser le Programme 2030 et la voie SAMOA: les Petits États Insulaires en Développement | 7 |
| Ne laissons-nous personne de côté dans l'éradication de la pauvreté et sommes-nous en train d'œuvrer pour le Programme 2030 ? | 8 |
| Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et s'engager sur de nouvelles voies pour réaliser le Programme 2030 et riposter au COVID-19 : Les pays africains, les PMA et les PDSL | 8 |
| Des moyens de mise en œuvre adaptés à l'ampleur de la crise et à l'envergure de notre ambition pour 2030 | 9 |
| Réunion de haut niveau de l'ECOSOC / Réunion ministérielle du FPHN | 10 |
| Évaluations nationales volontaires | 11 |
| Clôture du FPHN | 17 |
| Brève analyse de l'édition 2020 du FPHN | 17 |
| Réunions à venir | 19 |
| Glossaire | 19 |

exposés préenregistrés ou de mixer ces deux options. Un nombre limité de questions (posées par diffusion en direct ou envoyées à l'avance aux pays qui ont choisi de préenregistrer entièrement la présentation de leurs ENV) par les États membres et d'autres parties prenantes ont été autorisées à la fin de la session.

«Nous n'étions pas sur la bonne voie pour livrer quand le COVID-19 a frappé, et le chemin qui reste à parcourir est devenu encore plus raide, mais nous pouvons inverser la situation si nous restons fidèles au Programme 2030.» a déclaré la vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, dans son discours de clôture.

Bref historique du FPHN

Le FPHN a été créé en juillet 2013 par la résolution 67/290 de l'AGNU, en tant que principale instance consacrée aux questions de développement durable au sein de l'ONU. Le FPHN est l'un des principaux résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio + 20) et a remplacé la Commission du développement durable (CDD) qui a été créée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992 (Sommet de la Terre). La résolution de l'AGNU invite le FPHN à se réunir sous l'égide de l'ECOSOC chaque année et sous l'égide de l'AGNU tous les quatre ans pour :

- Fournir un leadership politique, des conseils et des recommandations concernant le développement durable;
- Suivre et évaluer les avancées dans la mise en œuvre des engagements de développement durable;
- Renforcer l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- Avoir un programme ciblé, dynamique et tourné vers l'action, garantissant une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents du développement durable.

En septembre 2015, le Sommet des Nations Unies sur le développement durable a adopté le document intitulé «Transformer notre monde: Programme de développement durable à l'horizon 2030», comprenant les 17 ODD, 169 cibles et un cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre. Le Programme 2030 appelle le FPHN à jouer un rôle central dans le processus de suivi et d'évaluation au niveau mondial, et à mener des évaluations nationales volontaires dirigées par les États afin de fournir une plate-forme pour les partenariats.

Principaux tournants

Première session du FPHN: La session inaugurale du FPHN, organisée le 24 septembre 2013, s'est tenue sous l'égide de l'AGNU juste après la session de clôture de la CDD. Les chefs d'État et de gouvernement y ont formulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN, qui devraient tout à la fois inclure les parties prenantes, mettre l'accent sur la responsabilité, examiner le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et évaluer les questions d'un point de vue scientifique et local. Il y a eu accord général sur la nécessité d'un véritable équilibre entre les trois dimensions du développement durable et, pour le FPHN, de chercher à intégrer ces dimensions dans tout le système des Nations Unies.

Session 2014 du FPHN: La deuxième session du FPHN (30 juin - 9 juillet 2014) a présenté de nombreux dialogues autour du thème principal «Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et tracer, pour l'après-2015, la voie à un ambitieux programme de développement englobant les ODD». Alors que les participants attendaient l'adoption du programme pour l'après-2015, la Déclaration ministérielle adoptée à l'issue du Forum s'est concentrée sur le dépassement des lacunes identifiées dans la mise en œuvre des OMD et sur la réaffirmation de l'engagement en faveur d'un programme post-2015 fort, ambitieux, inclusif et axé sur l'être humain.

Session 2015 du FPHN: La troisième session du FPHN (26 juin - 8 juillet 2015) a de nouveau été décrite comme une réunion «réservée» en attendant l'adoption du programme pour l'après-2015. Elle était axée sur le «Renforcement de l'intégration, de la mise en œuvre et de l'évaluation - du FPHN après 2015». Outre les discussions sur des questions telles que l'avenir du FPHN, le soutien de l'action nationale par le biais des résultats du FPHN et la participation de la science à la mise en œuvre des ODD, la Déclaration ministérielle a appelé le Président de l'ECOSOC à publier des synthèses des discussions tenues durant le Forum en tant que contribution à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et aux négociations intergouvernementales sur le programme pour l'après-2015.

Session 2016 du FPHN: La quatrième session du FPHN (11-20 juillet 2016) a été la première à se tenir après l'adoption du Programme 2030. C'était également la première session durant laquelle des ENV ont été présentées et 22 pays ont partagé leurs expériences avec le Programme 2030. Cette session a été aussi la première durant laquelle des éléments de la Déclaration ministérielle ont été soumis au vote. Un paragraphe controversé portant sur l'Accord de Paris sur le changement climatique est resté intact après le vote.

Session 2017 du FPHN: Des examens approfondis des ODD ont été lancés lors de cette session (10-19 juillet 2017), se concentrant sur six objectifs: L'ODD 1 (zéro pauvreté); l'ODD 2 (zéro faim); l'ODD 3 (bonne santé et bien-être); l'ODD 5 (égalité des genres); l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure); et l'ODD 14 (vie aquatique). L'ODD 17 (partenariats) a également été examiné et le serait chaque année au cours de ce premier cycle. Quarante-trois pays ont présenté des ENV. Une fois de plus, deux éléments de la Déclaration ministérielle – portant sur les territoires occupés et sur le système commercial multilatéral – ont été mis aux voix. La Déclaration a été adoptée, les deux paragraphes ayant reçu un soutien écrasant, mais un certain nombre de pays se sont abstenus de voter, protestant contre le fait que le processus du scrutin lui-même ait dilué, à leur sens, le signal politique fort du FPHN.

Session 2018 du FPHN: Cette session (9-18 juillet 2018) a porté sur le thème «Transformation vers des sociétés durables et résilientes». Cinq objectifs ont été examinés en plus de l'ODD 17, à savoir: l'ODD 6 (l'eau et l'assainissement); ODD 7 (l'énergie); l'ODD 11 (villes durables); l'ODD 12 (consommation et production durables); et l'ODD 15 (écosystèmes terrestres). Quarante-six pays ont présenté des ENV. Une déclaration ministérielle a été adoptée à la suite d'un vote sur le texte dans son ensemble et plus particulièrement sur les moyens de mise en œuvre et les partenariats mondiaux, la paix et la sécurité et l'égalité des genres.

Session FPHN 2019: La session 2019 (9-19 juillet 2019) a achevé le premier cycle quadriennal du FPHN. Le principal message de la réunion était que la réponse mondiale à la mise en œuvre des ODD n'avait pas été suffisamment ambitieuse et qu'un engagement renouvelé et une action accélérée étaient nécessaires pour réaliser les ODD dans les délais impartis. La session s'est concentrée sur le thème «Autonomiser les gens et assurer l'inclusion et l'égalité». Cinq ODD ont été examinés en plus de l'ODD 17: l'ODD 4 (éducation de qualité); l'ODD 8 (travail décent et croissance économique); l'ODD 10 (inégalités réduites); l'ODD 13 (action pour le climat); et l'ODD 16 (paix, justice et institutions fortes). Des ENV ont été présentées par 47 pays lors du segment ministériel, sept pays exposant pour la deuxième fois.

Sommet sur les ODD: Le Sommet sur les ODD (24-25 septembre 2019) a été la première session du FPHN à se réunir sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis l'adoption du Programme 2030. Les chefs d'État et de gouvernement y ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme 2030 et ses 17 ODD, avec un peu plus d'une décennie restant d'ici la date cible de 2030. Le sommet

a comporté six «dialogues avec les dirigeants» portant sur : les mégaévolutions ayant une incidence sur la réalisation des ODD; l'accélération de la réalisation des ODD: les points d'entrée critiques; des mesures permettant de tirer parti des progrès accomplis dans les ODD; localisation des ODD; partenariats pour le développement durable; et vision 2020-2030. Lors de la réunion d'ouverture a été adoptée une déclaration politique intitulée «Se préparer à une décennie d'action et de réalisation pour le développement durable : Déclaration politique du Sommet sur les Objectifs de développement durable».

Compte rendu de l'édition 2020 du FPHN

Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'ONU et Présidente de l'ECOSOC, a ouvert la réunion le mardi 7 juillet. Elle a déclaré qu'il s'agissait-là d'une réunion cruciale du FPHN qui pourrait être un tremplin vers la reconstruction après le COVID-19 et l'avancée du monde vers les ODD.

Mher Margaryan, Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'ONU et Vice-président de l'ECOSOC, a présenté les messages de la réunion de l'ECOSOC sur l'intégration, qui a eu lieu le lundi 6 juillet. Il a appelé à considérer la pandémie comme une occasion historique pour lancer des voies de transformation dans le cadre directeur du Programme 2030; et a exhorté à renforcer les liens avec les ODD pour mettre fin à la pauvreté et reconstruire des sociétés inclusives et résilientes aux futures pandémies et autres crises.

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a présenté le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les progrès vers la réalisation des ODD. Il a souligné qu'avant la pandémie, les progrès étaient inégaux, mais que le COVID-19 a eu des impacts négatifs considérables qui affectent de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables. Il a appelé à un multilatéralisme et une coopération internationale accrue, à une réponse multilatérale globale représentant au moins 10% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et à des ressources financières supplémentaires pour les pays en développement.

La conférencière principale, Jutta Urpilainen, Commissaire de l'Union européenne (UE) à la coopération internationale, a souligné les appels en faveur d'une initiative de relance mondiale associant investissement et allègement de la dette à travers la mise en œuvre des ODD, et a exhorté les délégués à s'y joindre. Elle a appelé à une reprise verte, juste, numérique et résiliente.

Le conférencier principal Victor Harison, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, a mis en exergue les cinq piliers pour atteindre les ODD en Afrique: l'agriculture, les infrastructures, l'énergie, l'industrie et la numérisation, ainsi que le financement de ces piliers.

Lancement de la décennie d'action en temps de crise: Rester concentré sur les ODD tout en luttant contre le COVID-19

Cette session tenue le mardi 7 juillet comprenait deux parties: les progrès sur les ODD, les dimensions régionales et les pays à différents niveaux de développement, y compris les pays à revenu intermédiaire (PRI); et les objectifs, les données et les institutions de 2020 pour l'élaboration de politiques intégrées.

Progrès sur les ODD, les dimensions régionales et les pays à différents niveaux de développement, y compris les PRI:

Le modérateur Manish Bapna, du World Resources Institute, a souligné: les incertitudes entourant la durée et les impacts de la pandémie du COVID-19; les iniquités qui en résultent; et l'urgence de garantir que les ripostes sont transformatrices.

La personne-ressource, Jaouad Mahjour, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré que la pandémie avait causé plus de 11 millions de cas signalés et plus de 530 000 décès, qu'elle a perturbé les systèmes de santé de routine dans le monde et entraîné des impacts négatifs dans tous les secteurs et dans les ODD. Entre autres enseignements tirés, il a cité la nécessité d'investissements continus dans les services de santé et d'une coopération étroite entre les pays.

La personne-ressource, Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique et Coordinatrice des commissions régionales, a déclaré que la pandémie a démontré que les classifications de pays basées sur le PIB ne sont pas applicables dans toutes les situations, les PRI et les petits États insulaires dépendant de secteurs comme le tourisme et la production du pétrole ayant été gravement affectés, quel que soit leur niveau de revenu. Elle a souligné la nécessité : de relancer les secteurs économiques et de reconstruire en mieux; de lutter contre les inégalités pour ne laisser personne de côté; et de lutter contre la volatilité et l'incertitude actuelles sans recourir à l'austérité.

Bapna s'est dit d'accord avec cela, citant John Maynard Keynes : «La difficulté ne réside pas tant dans l'élaboration de nouvelles idées que dans la fuite des anciennes.»

La personne-ressource Mariana Mazzucato, University College London, a souligné: «trop de court-termisme» au sein de la communauté des affaires, avec des bénéfices non réinvestis dans les domaines critiques nécessaires à la réalisation des ODD; et l'affaiblissement des capacités de l'État, entamées davantage par la pandémie et par le changement climatique. Elle a appelé à : reconnaître la vraie valeur des services de santé; veiller à ce que les programmes de relance soient réinvestis plutôt dans les sociétés que dans les paradis fiscaux; et s'assurer que le système de brevets médicaux ne soit point utilisé de manière abusive.

Le modérateur principal Mohamed Boudra, maire d'Al Hoceïma, Maroc, parlant au nom du grand groupe Autorités locales, a appelé au renforcement des systèmes de prestation des services publics et à la localisation du développement durable.

Le défenseur ministériel Pilar Garrido, Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, a exhorté à concentrer le soutien financier sur la lutte contre les vulnérabilités et a appelé à des interventions politiques fondées sur la technologie et les données.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné, entre autres, la nécessité:

- De voir les PRI avoir accès aux fonds et programmes de relèvement;
- De l'allègement de la dette des pays pauvres;
- Du renforcement des capacités du personnel en matière de planification, de budgétisation et de mise en œuvre nationales;
- D'institutions efficaces et responsables et de politiques fondées sur des preuves et des données;
- De répondre aux besoins immédiats pendant la pandémie, tout en poursuivant un changement transformationnel à long terme; et
- De considérer les ODD comme une opportunité de réinventer les systèmes et les processus après la pandémie, tout en maximisant les avantages environnementaux et en empêchant les blocages nuisibles.

Le modérateur Bapna a conclu en identifiant trois aspects des ODD, essentiels pour reconstruire en mieux après la pandémie: le fait de veiller à ne laisser personne de côté, l'intégration et l'universalité.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse <https://enb.iisd.org/vol33/enb3358e.html>

Objectifs 2020, données et institutions pour l'élaboration de politiques intégrées : La modératrice Clare Melamed, du Partenariat mondial pour les données du développement durable, a déclaré que des institutions efficaces sont nécessaires pour convertir les données en politiques aptes à faire progresser les ODD.

La personne-ressource Ariunzaya Ayush, du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités en matière de statistiques pour le Programme 2030, a appelé à un investissement accru dans les bases de données et les systèmes statistiques nationaux, et à un rôle nouveau pour les bureaux nationaux de statistique pour répondre aux besoins sans précédent du Programme 2030 en matière de données et statistiques.

La personne-ressource Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi, Comité d'experts sur l'administration publique, a souligné la nécessité de ré-imaginer les rôles des institutions et l'élaboration des politiques et de promouvoir de nouvelles normes de gouvernance, au lieu de revenir aux procédures et cultures institutionnelles préexistantes.

Soulignant les effets disproportionnés du COVID-19 sur les enfants et les jeunes, la personne-ressource Henrietta Fore, Directrice exécutive du Fonds international des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a souligné l'urgence de l'apprentissage en ligne et de l'intensification de la connectivité numérique pour atteindre chaque enfant.

Le modérateur principal Jack Dangermond, de l'Institut de recherche sur les systèmes environnementaux, a souligné le potentiel de la visualisation des données et de la technologie de cartographie pour sensibiliser aux initiatives des ODD.

La modératrice principale, Maria Isabel León Klenke, de la Fédération des employeurs du Pérou, a déclaré que les employeurs ont besoin de politiques flexibles et favorables aux entreprises, de données fiables et de politiques favorisant la création d'emplois.

La défenderesse ministérielle Hala El Said, Ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, Égypte, a décrit la riposte au COVID-19 et les mesures de redressement entreprises par son pays, y compris les transferts en espèces aux travailleurs irréguliers, et a appelé à une coopération internationale efficace, à une assistance financière et technique élargie, et à des mesures d'allègement de la dette des pays à faible revenu et des PRI.

La défenderesse Joyce Msuya, Directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a appelé à des objectifs quantitatifs et à un suivi pour inverser la dégradation des terres et la détérioration de l'environnement.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné, entre autres, l'importance :

- De systèmes de santé résilients et d'une couverture sanitaire universelle;
- D'une reprise économique guidée par le souci de l'environnement;
- De mesures de protection sociale;
- D'une coopération multilatérale renforcée;
- D'une plus grande transparence gouvernementale;
- D'un accès continu aux marchés pour la reprise économique;
- De la Coopération Sud-Sud;
- De la collaboration pour le développement et la fourniture d'un vaccin contre le COVID-19;
- De l'augmentation du financement dédié à la transformation des modèles de chaînes d'approvisionnement;
- De l'émission de droits de tirage spéciaux du FMI pour accroître la liquidité; et

- De l'invitation de l'Assemblée générale des Nations Unies à définir un processus pour garantir que les 21 cibles des ODD qui ont une échéance en 2020 soient réexaminées et mises à jour si nécessaire.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur <https://enb.iisd.org/vol33/enb3358e.html>

Reconstruire en mieux après le COVID-19 et agir là où nous aurons l'impact le plus important sur les ODD

Six sessions ont eu lieu, au cours de la première semaine, sur ce thème appelant à :

- Protéger et promouvoir le bien-être humain et mettre fin à la pauvreté (mesures les plus étroitement liées à l'ODD 1 (élimination de la pauvreté); l'ODD 3 (bonne santé et bien-être); l'ODD 4 (éducation de qualité); l'ODD 6 (l'eau potable et l'assainissement); l'ODD 16 (paix, justice et institutions fortes); et l'ODD 17 (partenariats mondiaux));
- Éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire (mesures les plus étroitement liées à l'ODD 2 (élimination de la faim); l'ODD 3 et l'ODD 17));
- Répondre au choc économique, relancer la croissance, partager les avantages économiques et relever les défis du financement des pays en développement (mesures les plus étroitement liées à l'ODD 5 (égalité des genres); l'ODD 7 (énergie propre et abordable); l'ODD 8 (travail décent et croissance économique); l'ODD 10 (réduction des inégalités); et l'ODD 17));
- Protéger la planète et renforcer la résilience (mesures les plus étroitement liées à l'ODD 12 (consommation et production responsables); l'ODD 13 (action pour le climat); l'ODD 14 (la vie sous-marine); l'ODD 15 (la vie en milieu terrestre) et l'ODD 17));
- Poursuivre les efforts pour garantir l'accès à l'énergie durable (mesures les plus étroitement liées aux ODD 7, 12, 13 et 17); et
- Renforcer l'action locale pour contrôler la pandémie et accélérer la mise en œuvre (mesures les plus étroitement liées à l'ODD 9 sur l'industrie, l'innovation et les infrastructures; l'ODD 11 sur les villes et les communautés durables; et l'ODD 17).

Protéger et faire progresser le bien-être humain et mettre fin à la pauvreté : Au cours de cette session tenue mardi 7 juillet, le conférencier principal David Nabarro, Envoyé spécial de l'OMS pour le COVID-19, a livré quatre messages principaux :

- Le COVID-19 est là pour rester et nous devons vivre avec le virus tout en veillant au maintien du progrès économique et social.
- L'identification des personnes les plus vulnérables et des endroits où la transmission du virus est la plus importante, le renforcement des services publics et la conception de mesures de riposte intégrées et locales sont essentiels.
- Le virus révèle les faiblesses existantes dans les systèmes actuels, telles que la fragilité de l'emploi dans le secteur informel et les faiblesses des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les leçons de la pandémie doivent être prises en compte pour y faire face.
- Pour lutter contre le virus, il faut s'aligner sur le Programme 2030 et ses principes.

La modératrice Cristina Duarte, Conseillère spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, a souligné la nécessité de réponses permettant d'intégrer les droits de l'homme, de combler les lacunes en matière d'opportunités et de reconstruire en mieux les institutions pour parvenir à une bonne gouvernance, en tant que condition préalable à une meilleure mondialisation.

La personne-ressource Imme Scholz, de l'Institut allemand pour le développement, a souligné la nécessité de tirer des leçons de l'expérience des pays qui ont été en mesure de réduire la pauvreté multidimensionnelle tout en maintenant les émissions de gaz à effet de serre par habitant à un faible niveau.

La personne-ressource Githinji Gitahi, de la Fondation africaine pour la médecine et la recherche, a appelé à une responsabilité holistique qui place la voix des gens au centre des ENV.

Soulignant la possibilité d'une augmentation dramatique de la pauvreté, le présentateur principal Ilze Brands Kehris, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, a appelé à des investissements publics adéquats et à des garanties minimales d'emploi.

La modératrice principale, Jane Miano, du Groupe de parties prenantes sur le vieillissement / Groupe de parties prenantes sur les personnes handicapées, a exhorté l'inclusion des personnes handicapées à tous les niveaux des processus décisionnels et à leur donner des moyens d'agir en tant qu'agents importants du changement, dans la riposte pour la relance.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres, la nécessité de :

- Tirer les leçons de la pandémie, pour éclairer la lutte contre le changement climatique;
- Garantir que les ripostes au COVID-19 fassent avancer les programmes de l'éradication de la pauvreté et de l'amélioration des soins de santé, de l'éducation et des infrastructures publiques;
- Faire de l'alimentation et de la nutrition une priorité fondamentale;
- Réaliser des investissements efficaces qui soutiennent un avenir vert et numérique; et
- Assurer la protection des droits humains, de la transparence et de l'accès à l'information et aux données.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur <https://enb.iisd.org/vol33/enb3358e.html>

Éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire: Lors de cette session tenue mardi 7 juillet, le Modérateur Jomo Kwame Sundaram, ancien Sous-Directeur général pour le développement économique et social, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné la nécessité de résoudre les problèmes de mise en œuvre et les lacunes en matière de connaissances et de données, et de veiller à ce que les progrès scientifiques et technologiques profitent à toute l'humanité.

La personne-ressource Endah Murniningtyas, du Groupe indépendant de scientifiques chargé du Rapport mondial 2019 sur le développement durable, a déclaré que le COVID-19 présente une occasion de transformer les systèmes alimentaires et les modèles de nutrition, notamment à travers la protection sociale, les technologies de l'information et l'évolution des modes de consommation.

La personne-ressource Bernard Lehmann, du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a appelé: à des politiques qui promeuvent une transformation radicale des systèmes alimentaires; à apprécier le lien entre les systèmes alimentaires et d'autres secteurs; à lutter contre la faim et la malnutrition sous toutes ses formes; et à élaborer des solutions spécifiques au contexte, en tenant compte des conditions locales et des savoirs traditionnels.

L'exposant principal, Andrea Carmen, du grand groupe des Peuples autochtones, a déclaré que la pleine participation des peuples autochtones et le respect des droits autochtones sont essentiels pour atteindre les cibles de l'ODD 2.

Luis Basterra, Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Argentine, a appelé à placer les principes de coopération et de solidarité au centre de la riposte mondiale.

Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, a souligné l'importance de l'innovation, des investissements et des politiques habilitantes pour la lutte contre la faim.

Gilbert F. Houngbo, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), a souligné la nécessité pour les petits producteurs d'avoir accès aux marchés, aux services financiers, aux connaissances et à la formation.

Au cours de la discussion, les participants ont évoqué, entre autres, la nécessité :

- D'un effort de répartition permettant de faire face aux conséquences de la pandémie;
- De politiques multisectorielles de nutrition et de santé et d'approches interdépendantes pour lutter contre la faim;
- D'un effort mondial complet et coordonné;
- D'investissements dans les ressources agricoles durables;
- De la protection des chaînes d'approvisionnement agricoles;
- De politiques publiques à l'appui de systèmes alimentaires durables;
- De placer la sécurité alimentaire et la nutrition au centre de la réponse d'urgence, et d'un rôle pour l'édition 2021 du Sommet des systèmes alimentaires, du Secrétaire général des Nations Unies pour y parvenir;
- De donner la priorité aux besoins des plus vulnérables, y compris des petits agriculteurs, et des femmes et des filles;
- De transformations du système alimentaire fondées sur les trois dimensions de la durabilité, de l'égalité des genres et de la répartition équitable des ressources; et
- De rendre les systèmes alimentaires plus résilients et plus inclusifs.

En conclusion, Murniningtyas a souligné l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans l'agriculture. Lehmann a appelé à rendre plus contraignants les engagements volontaires existants dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Sundaram a identifié des divergences entre les participants sur le rôle et l'appropriation des technologies, les rôles des secteurs privé et public et celui de la recherche.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur <https://enb.iisd.org/vol33/enb3358e.html>

Répondre au choc économique, relancer la croissance, partager les avantages économiques et relever les défis de financement des pays en développement: Cette session tenue mercredi 8 juillet, a été modérée par Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial pour le financement du Programme 2030.

La personne-ressource Carolina Sánchez-Páramo, de la Banque mondiale, a appelé à un soutien du revenu, à garantir le fonctionnement des systèmes et des marchés alimentaires et à des réponses politiques adaptées aux milieux locaux.

La personne-ressource Arunabha Ghosh, du Conseil de l'énergie, de l'environnement et de l'eau, a proposé la création d'un «Fonds de réserve mondial de mise en commun des risques» pour protéger les pays contre les risques chroniques, notamment ceux du changement climatique.

La conférencière principale, Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a souligné la nécessité : de filets de sécurité financière mondiaux, y compris des échanges de dettes contre des ODD, d'investissements dans la stimulation de l'emploi, de renforcement des ressources budgétaires et de la mobilisation de financement privé.

Le présentateur principal Mamadou Diallo, grand groupe des Travailleurs et des syndicats, a appelé à des socles de protection de l'emploi, à une protection sociale universelle et à des contrats sociaux fondés sur la protection de tous les travailleurs.

Le défendeur ministériel Saad Alfaragi, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au développement, a exhorté toutes les parties prenantes à participer de manière significative aux programmes, budgets et processus holistiques de développement.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont décrit les efforts nationaux pour faire face aux impacts économiques du COVID-19; ont souligné l'importance de la solidarité mondiale; ont pris note des difficultés rencontrées par les PRI; et ont souligné le rôle des banques de développement.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur: <https://enb.iisd.org/vol33/enb3359e.html>

Protéger la planète et renforcer la résilience : Cette session tenue mercredi 8 juillet, était présidée par Munir Akram, Représentant permanent du Pakistan auprès de l'ONU et Vice-président de l'ECOSOC, et modérée par Shaun Tarbuck, Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance.

La personne-ressource Adjany Costa, Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Environnement, Angola, a fait remarquer que les traditions, les aspirations et les besoins locaux devraient être au cœur des efforts de protection de la planète.

La personne-ressource Sandra Diaz, Coprésidente de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a déclaré que l'évaluation de l'IPBES a révélé que les scénarios compatibles avec le Programme 2030 nécessitent un changement transformationnel. Elle a souligné trois recommandations de l'IPBES pour les efforts de relèvement en cas de pandémie : ne pas nuire davantage à la santé des personnes et de la nature; recourir à des subventions, des incitations, des investissements et des réglementations comme des carottes et des bâtons; et intégrer la santé des personnes et de la nature dans tous les secteurs.

Le présentateur principal Takeuchi Kazuhiko, Institute for Global Environmental Strategies, a déclaré que le Japon se concentre sur la gestion décentralisée et intégrée des ressources à des échelles géographiques appropriées avec une vision pour dé-carboniser l'économie et coexister harmonieusement avec la nature.

Soulignant le rôle des agriculteurs dans la garantie de systèmes alimentaires durables, le présentateur principal, Theo De Jager, du grand groupe Agriculteurs, a appelé les institutions bancaires et financières à être des partenaires de taille dans la mise en place de services qui soutiennent les communautés rurales.

Le défendeur ministériel Joaquín Roa Burgos, Ministre du Secrétariat national des urgences, Paraguay, a appelé à transformer l'actuelle «paralysie mondiale» en efforts accélérés de protection de l'environnement et d'atténuation du changement climatique.

La défenderesse ministérielle María Claudia García, Vice-Ministre des politiques environnementales et de la normalisation, Colombie, a décrit le concept de «biodiverciudad» de son pays, qui intègre la nature dans l'urbanisme.

La défenderesse ministérielle Eva Svedling, Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement de la Suède, a exhorté à continuer d'accorder la priorité au dérèglement climatique pendant la période de relèvement de la pandémie et a appelé les pays à accroître leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris.

Soulignant le rôle des palétuviers dans la protection des communautés côtières, le défendeur ministériel Enamur Rahman, Ministre d'État au Ministère de la gestion des catastrophes et

des secours, Bangladesh, a souligné les efforts fournis par son gouvernement pour réussir l'évacuation de 2,4 millions de personnes lors d'un récent cyclone, tout en observant des mesures de distanciation sociale.

La défenderesse ministérielle Kitty Sweeb, Représentante permanente du Suriname auprès des Nations Unies, a appelé à l'inclusion de solutions basées sur les forêts dans les plans de riposte et de rétablissement immédiats dans les cas de pandémie et à long terme.

La défenderesse Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, a déclaré qu'on se trouvait là à un «moment charnière» de l'histoire mondiale et a indiqué que le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 est à un stade d'avant-projet, s'appuyant sur les meilleures données scientifiques disponibles et sur un processus de consultation continu.

Le débat qui a suivi a porté sur la lutte contre la destruction des habitats, sur le commerce des espèces sauvages et sur la coopération internationale.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur: <https://enb.iisd.org/vol33/enb3359e.html>

Poursuivre les efforts pour garantir l'accès à une énergie

durable: Cette session tenue mercredi 8 juillet, était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Margaryan, et modérée par Damilola Ogunbiyi, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'énergie durable pour tous.

La personne-ressource Francesco La Camera, Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, a appelé à doubler les investissements annuels dans la transition énergétique pour atteindre 2 000 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, afin de fournir un stimulant efficace.

La personne-ressource Hans Olav Ibrek, du ministère des Affaires étrangères de la Norvège, a déclaré que l'ambition actuelle en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique était insuffisante pour maintenir la hausse moyenne de la température mondiale en dessous de 1,5 ° C, et a appelé à un engagement politique plus fort pour maintenir la dynamique en faveur de l'ODD 7.

La personne-ressource Sheila Oparaocha, ENERGIA, a appelé à intégrer des solutions énergétiques durables dans les stratégies de récupération du COVID-19, à donner la priorité à l'énergie moderne, à créer des emplois dans le secteur de l'énergie durable et à éliminer progressivement les subventions énergétiques inefficaces.

La présentatrice principale Leena Srivastava, du grand groupe de la Communauté scientifique et technologique, a mis l'accent sur la qualité, la fiabilité, l'efficacité et la tarification de l'énergie lors de la quantification de l'accès à l'énergie.

Le défendeur ministériel Omar Ayub Khan, Ministre de l'Énergie du Pakistan, a proposé un mécanisme international pour créer des projets bancables pour le financement de projets en vue de réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales dans l'accès à l'énergie.

La défenderesse ministérielle Cristina Gallach, Vice-Ministre des affaires étrangères, Espagne, a souligné l'opportunité de lutter contre le dérèglement climatique offerte par la pandémie et a mis en relief le soutien de son gouvernement au Green Deal européen.

Le répondant Li Yong, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a partagé les bonnes pratiques pour l'ODD 7, y compris la formulation de plans intégrés de ressources et de résilience et de programmes d'innovation en technologies propres pour soutenir les entrepreneurs.

Le défendeur Mami Mizutori, Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, a appelé à des investissements énergétiques «éclairant sur les risques».

La défenderesse ministérielle Fatima Al Foora, Ministre adjointe de l'énergie et des infrastructures des Émirats arabes unis,

a parlé du soutien de son gouvernement à l'accès à l'énergie dans d'autres pays et a invité d'autres à se joindre à cet effort.

Dans le débat qui a suivi, les interventions ont porté sur le rôle du secteur privé, sur la nécessité de mettre fin aux subventions accordées aux combustibles fossiles, sur le besoin de renforcer les capacités et les mesures de mobilisation des financements.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3359e.html>

Renforcer l'action locale pour la maîtrise de la pandémie et l'accélération de la mise en œuvre: Cette session tenue jeudi 9 juillet, était présidée par Juan Sandoval, Représentant permanent du Mexique auprès de l'ONU et Vice-président de l'ECOSOC, et modérée par Gino Van Begin, Local Government for Sustainability.

La personne-ressource Maimunah Mohd Sharif, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), a déclaré que le renforcement de la résilience face aux futures pandémies améliorera également la résilience des communautés conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

La personne-ressource Yūji Kuroiwa, Gouverneur de la préfecture de Kanagawa, Japon, a attiré l'attention sur le potentiel de la transformation numérique dans le contrôle des épidémies de COVID-19 dans les villes, en utilisant, par exemple, des applications pour smartphones pour suivre la santé physique et mentale des citoyens.

La présentatrice principale Olga Algayerová, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a souligné que les restrictions aux libertés de réunion et de mouvement imposées pour réduire la propagation du COVID-19 ne devraient pas compromettre la consultation publique et la participation aux projets de développement.

Le commentateur principal Santiago del Hierro, architecte, Équateur, a souligné l'impératif d'investir dans des innovations peu coûteuses, ascendantes, évolutives et de faible technologie pour répondre aux besoins humains fondamentaux.

La présentatrice principale, Mabel Bianco, du grand groupe des Femmes, a souligné le rôle potentiel des STI pour rendre les villes et les zones urbaines plus inclusives, tout en appelant à une approche systémique de la mise en œuvre des ODD.

La défenderesse Penny Abeywardena, Commissaire aux Affaires internationales, New York, a souligné le rôle de sa ville dans la mise en place d'évaluations locales volontaires (ELV) en 2018 et la promotion de l'approche ailleurs, y compris par le biais d'une Déclaration d'ELV signée à ce jour par 208 administrations locales et régionales.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de lutter contre la criminalité organisée, le rôle de la ventilation et du suivi des données, la participation de la société civile et des communautés marginalisées et des investissements durables dans les infrastructures.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3360e.html>

Voies transformatives pour la réalisation du Programme 2030 : une approche de toute la société, tenant compte de l'impact du COVID-19 (perspective des parties prenantes)

Cette session, tenue mardi 7 juillet, était présidée par la Présidente de l'ECOSOC, Juul. Elle y a déclaré que les grands groupes et les autres parties prenantes jouent un rôle clé dans l'effort commun visant à atteindre les ODD en sensibilisant, en suivant les progrès, en responsabilisant les gouvernements et en catalysant la mise en œuvre.

La modératrice Maria Theresa Nera-Lauron, Rosa Luxemburg Stiftung, a appelé à une transition juste et équitable, déclarant que «bien que nous soyons tous sur le même bateau, certains sont en première classe tandis que d'autres sont sous le pont et d'autres plus bas encore».

La personne-ressource Haaziq Kazi, élève de 8e année, Indus International School Pune, s'exprimant au nom du grand groupe des Enfants et des Jeunes, a appelé à repenser les systèmes économiques qui sous-tendent la forme actuelle de la mondialisation avec une exploitation continue du travail et de l'écologie, et a déclaré que la plus grande entrave posée au progrès n'est pas le manque de solutions mais plutôt notre amour de modèles qui ont prouvé leur insuffisance face aux réalités actuelles.

La personne-ressource Limota Goroso Giwa, Commission de Huairou, a appelé à la mise en œuvre de politiques visant à inclure les femmes des communautés de base dans les politiques de relèvement du COVID-19, ainsi qu'à prendre soin et à soutenir les femmes des communautés de base.

La personne-ressource Refat Sabbah, de la Campagne mondiale pour l'éducation, a déclaré que la pandémie a révélé, pour le Programme 2030, la nécessité de traiter les questions de justice et d'égalité.

La personne-ressource Alessandrabree Chacha, du groupe des Parties prenantes LGBTI, a déclaré que la réduction de l'espace pour la société civile a eu un impact sur la sûreté et la sécurité des populations marginalisées.

La modératrice principale Rilli Lappalainen, porte-parole des ONG finlandaises de développement s'exprimant au nom de la Finlande, a souligné la nécessité d'une cohérence politique.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres, l'importance :

- De progrès sur le développement durable sans compromettre les droits humains;
- De la liberté d'expression;
- Des espaces civiques, pour mettre en lumière les inégalités;
- De la lutte contre la méfiance entre la société civile et les gouvernements;
- De la reconception des pratiques de travail abusives; et
- De l'impératif de veiller à ce que la pandémie ne soit pas utilisée comme justification pour réprimer l'engagement de la société civile.

La modératrice Nera-Lauron a conclu en soulignant que la session a mis en exergue la nécessité d'une approche d'intersections permettant de libérer le potentiel transformationnel du Programme 2030.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3358e.html>

Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et se lancer dans de nouvelles voies pour réaliser le Programme 2030 et la voie SAMOA: les Petits États Insulaires en Développement

Cette session tenue mercredi 8 juillet, était présidée par le Vice-président de l'ECOSOC, Akram, et modérée par Fekitameloela 'Utoikamanu, Haut Représentant pour les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Décrivant l'impact dévastateur du COVID-19 sur l'économie des Fidji, l'orateur principal Aiyaz Sayed-Khaiyum, Ministre de l'économie, de la fonction publique et des communications des Fidji, a appelé : à un accès préférentiel au commerce mondial pour les PEID; à ce que les vaccins contre le COVID-19 soient traités

comme un bien public mondial; et à des réformes du système financier international «obsolète».

La personne-ressource Abdulla Shahid, Ministre des Affaires étrangères des Maldives, a appelé les institutions financières internationales à réexaminer les critères d'éligibilité pour l'accès des PEID aux prêts et subventions.

Signalant l'espace budgétaire limité des PEID, la personne-ressource Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a appelé à une initiative d'allègement de la dette quels que soient les niveaux de revenu, à l'accès à des financements concessionnels et au recours aux obligations de contingence.

La personne-ressource Terri Toyota, du Forum économique mondial, a souligné la nécessité de tirer parti des réseaux commerciaux et financiers pour mobiliser les investissements et concevoir des véhicules financiers créatifs.

Appelant à ce que la solidarité soit placée au premier plan, le présentateur principal Karol Alejandra Arámbula Carrillo, grand groupe des ONG, a souligné la nécessité de tests du COVID-19 et de développement de vaccins.

La défenderesse ministérielle Marsha Caddle, Ministre des Affaires économiques et des investissements, Barbade, a déclaré que les dispositions relatives aux catastrophes naturelles doivent être incorporées dans les instruments de la dette, et a exhorté à mettre l'accent plutôt sur la vulnérabilité que sur le PIB par habitant.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres : la situation d'endettement insoutenable à laquelle sont confrontés les PEID; les besoins des PEID en matière de financement concessionnel; les carences structurelles du système économique mondial; l'impact du COVID-19 sur le tourisme et la violence sexuelle; et la coopération internationale.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3359e.html>

Ne laissons-nous personne de côté dans l'éradication de la pauvreté et sommes-nous en train d'œuvrer pour le Programme 2030 ?

Cette session tenue jeudi 9 juillet était présidée par Margaryan, Vice-président de l'ECOSOC, et modérée par Diane Elson, Université d'Essex.

La personne-ressource Ifeyinwa Ofong, WorldWIDE Network Nigeria, a déploré la marchandisation du logement et de la terre, avec des impacts négatifs sur le droit au logement et l'accès à la terre.

La personne-ressource Winnie Byanyima, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA), a souligné l'extrême inégalité des richesses mondiales, appelant à un «vaccin populaire» contre le COVID-19, avec un accès prioritaire pour les agents de santé et les groupes vulnérables.

La modératrice principale, Rola Dashti, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), a appelé à des politiques de redistribution et à des systèmes de protection sociale universels.

La modératrice principale Anriette Esterhuysen, du Forum sur la gouvernance de l'Internet, a exhorté à lutter contre la fracture numérique qui, selon elle, entraîne des inégalités dans l'accès à l'éducation.

La commentatrice principale Sophia Bachmann, déléguée allemande des jeunes des Nations Unies sur le développement durable, a appelé à un changement de politique en matière de création d'emplois et à la création d'emplois décents.

Le commentateur principal John Patrick Ngoyi, Together 2030, a exhorté à renforcer la capacité des groupes vulnérables à engager un dialogue direct avec les gouvernements.

La défenderesse Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a déclaré que des données démographiques de qualité sont nécessaires pour fournir des services et permettre aux gens de jouir de leurs droits.

Le défendeur Paul Ladd, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), a appelé à un examen post-pandémique de la politique budgétaire, et a déclaré que seuls quelques pays ont accordé une priorité aux besoins des groupes vulnérables dans les programmes de relèvement.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont axé leurs interventions sur : l'inclusion des personnes handicapées, la lutte contre les inégalités, l'inclusion des personnes déplacées, la participation des jeunes, l'accès aux services de santé, la réforme de la gouvernance fiscale internationale et le rôle de la société civile dans les interventions d'urgence.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3360e.html>

Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et s'engager sur de nouvelles voies pour réaliser le Programme 2030 et riposter au COVID-19 : Les pays africains, les PMA et les PDSL

Cette session tenue jeudi 9 juillet était présidée par le Président de l'ECOSOC, Juul, et modérée par Fahmida Khatun, Center for Policy Dialogue.

La conférencière principale, Agnes Kalibata, Envoyée spéciale pour l'édition 2021 du Sommet sur le système alimentaire, a appelé à l'investissement dans les systèmes alimentaires, à l'intégration du changement climatique dans les plans de relance et à l'allègement de la dette des pays dont la dette est insoutenable.

La personne-ressource Ibrahim Assane Mayaki, ancien Premier ministre du Niger, a appelé au bien-être, à la création d'emplois, à la résilience, à l'inclusion et à l'équité comme éléments pour la mesure du succès, au lieu du PIB.

La personne-ressource Khalifa bin Jassim Al-Kuwari, du Qatar Fund for Development, a présenté un réseau mondial de 60 laboratoires d'accélérateur consacrés au test de solutions locales face aux défis mondiaux; et a appelé à des plans d'action et des mécanismes de financement «en attente» pour réduire les impacts humanitaires et les coûts des crises mondiales et pour préserver les acquis du développement.

La personne-ressource Ahmed Ouma, du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, a rendu compte des mesures de solidarité en Afrique pour le partage des orientations politiques et stratégiques, la sécurisation des frontières et la mobilisation des ressources pour soutenir la préparation et la riposte.

La modératrice principale Vanessa Chivizhe, du Parlement junior du Zimbabwe, a appelé à l'inclusion des jeunes à chaque étape de la prise de décision et à la mise en œuvre des politiques existantes.

Le présentateur principal Trymore Karikoga, Groupe des parties prenantes des volontaires, a exhorté les États à intégrer le volontariat à toutes les étapes du processus du Programme 2030.

Le défendeur Matsepo Molise-Ramakoae, Ministre des affaires étrangères et des relations internationales du Lesotho, a appelé à une assistance aux pays en développement sans littoral à la lueur des effets socio-économiques dévastateurs du COVID-19, y compris l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) accordée par les partenaires de développement.

Le défendeur Fekitamoloa 'Utoikamanu, Haut Représentant pour les PMA, les PDSL et les PEID, a souligné la nécessité d'améliorer la connectivité des transports, la facilitation du commerce et l'accès aux technologies de l'information et des communications et à la connectivité numérique.

Le défendeur Thomas Munthali, de la Commission nationale de planification, Malawi, a souligné la nécessité de renforcer la capacité des pays en développement sans littoral à se diversifier et à réaliser leur potentiel d'exportation.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres :

- La solidarité internationale et les partenariats pour aider les pays vulnérables à bénéficier du commerce international, garantir qu'un futur vaccin contre le COVID-19 soit accessible et abordable, et soutenir la graduation du statut de PMA;
- Le soutien international, y compris le transfert de technologie et le renforcement des capacités, et l'allègement et l'annulation de la dette;
- Des trousseaux de santé d'urgence, y compris des équipements de protection individuelle, le renforcement des capacités des travailleurs médicaux et de première ligne, et la suspension des lois sur les brevets pour permettre aux PMA d'accéder aux fournitures médicales;
- La concentration sur l'accès à l'énergie et aux technologies numériques, la protection sociale, les droits des travailleurs migrants et la protection de l'emploi;
- L'amélioration des environnements commerciaux et des partenariats avec le secteur privé en matière de sécurité alimentaire; et
- Les efforts en cours, y compris le Fonds d'intervention de l'Union africaine contre le COVID-19 et la coordination entre les institutions multilatérales africaines, le secteur privé et les centres régionaux de lutte contre les maladies.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3360e.html>

Des moyens de mise en œuvre adaptés à l'ampleur de la crise et à l'envergure de notre ambition pour 2030

Cette session tenue vendredi 10 juillet, s'est déroulée en deux temps : Mobiliser des financements bien dirigés; et la science, la technologie et l'innovation (STI).

Mobiliser un financement bien dirigé: Cette session a été modérée par Annalisa Prizzon, de l'Overseas Development Institute, qui a encouragé les pays à consacrer une part importante de leurs plans de relance budgétaire à la coopération au développement, et à investir dans les banques multilatérales de développement qui, selon elle, peuvent mobiliser des ressources rapidement et à échelle.

La personne-ressource Ryan Straughn, Ministre des finances de la Barbade, a appelé à la détermination de l'accès au financement sur la base de mesures de vulnérabilité, soulignant que la vulnérabilité n'est pas liée aux perspectives économiques ou au niveau de revenu d'un pays.

La personne-ressource Jorge Moreira da Silva, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a souligné l'importance de maintenir les engagements actuels en matière d'APD dans le contexte de la baisse des flux extérieurs et des recettes fiscales dans les pays à faible revenu et les PRI.

Signalant que seulement 3% du capital-risque mondial est destiné aux Femmes, la personne-ressource Sharinee Shannon Kalayanamitr, de Gobi Partners, a appelé à des partenariats et à des écosystèmes permettant de connecter les parties prenantes en soutien aux entreprises fondées par des femmes.

Le présentateur principal, Ambroise Fayolle, de la Banque européenne d'investissement, a déclaré que la Banque a conçu un paquet de 5 milliards d'euros pour le soutien de la riposte au COVID-19 et de la reprise dans les pays les plus pauvres.

La modératrice principale Lidy Nacpil, du Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement, a exhorté l'ONU à diriger les appels en faveur d'une annulation, d'un allègement et d'une restructuration plus larges et plus approfondis de la dette; d'un financement supplémentaire sans dette ni conditionnalités; et à l'examen des pratiques d'endettement illégitimes, ainsi que des politiques de prêt et d'emprunt.

La défenderesse Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, secrétaire d'État aux Affaires économiques, Suisse, a soutenu l'idée d'une réforme structurelle permettant de libérer des ressources publiques et privées pour la relève des défis mondiaux comme le changement climatique et les efforts mondiaux visant à réduire le coût des envois de fonds.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont attiré l'attention sur la nécessité, entre autres :

- D'un accès urgent et facile aux fonds d'urgence;
- D'obligations vertes, de garanties et de financements mixtes;
- De l'alignement des financements publics et privés sur les ODD et sur l'Accord de Paris, et la transformation des chaînes d'approvisionnement;
- D'investissements justes et équitables dans les technologies vertes et l'éducation numérique;
- De la lutte contre les inégalités structurelles entre les genres, y compris dans les plans de relance de l'après-COVID-19; et
- D'un financement pour la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion des personnes handicapées.

Dans ses remarques finales, Kalayanamitr a déclaré que des groupes de travail conjoints sont nécessaires pour déterminer et connecter les ODD avec les exécutants sur le terrain. Moreira da Silva a déclaré que l'OCDE s'est engagée à continuer de se concentrer sur les données pour améliorer la base de données factuelles des politiques. Straughn a déclaré que les cadres internationaux doivent être ouverts, transparents et équitables.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3361e.html>

Science, technologie et innovation: Cette séance était modérée par George Essegbey, de l'Institut de recherche sur les politiques scientifiques et technologiques, qui a souligné la nécessité de renforcer les liens entre la science et la politique.

La personne-ressource Vaughan Turekian, Coprésidente du Groupe de 10 membres pour le soutien du mécanisme de facilitation technologique, a déclaré que la pandémie a révélé la façon dont la technologie modifie la relation entre la science et la société, et a souligné la nécessité pour tous les chercheurs d'avoir accès aux technologies nécessaires.

La personne-ressource Helen Rees, du Wits Reproductive Health and HIV Institute, s'est félicitée de la rapidité de la coopération mondiale liée aux STI en riposte à la pandémie, mais a craint que les scientifiques et les voix africains aient été laissés de côté.

La conférencière principale, Teresa Stoepler, du Partenariat Inter-Académies pour la recherche, a souligné le manque de coopération internationale et de capacité scientifique dans certains pays pour répondre à la pandémie, ainsi que les menaces pesant sur la coopération scientifique en raison de la montée des nationalismes.

La présentatrice principale, Elenita Dano, du groupe Érosion, technologie et concentration, a dénoncé «un monde de rêve numérique qui n'en enrichit que peu» alors qu'une grande partie de l'humanité n'a accès ni à l'Internet ni même à l'électricité.

Le défenseur Viktor Nedović, ministre adjoint de l'éducation, des sciences et du développement technologique, Serbie, a souligné l'importance de mobiliser le potentiel des STI en temps de crise.

Le défenseur Kekgonne Baipoledi, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Botswana, a appelé à une réorientation des politiques de STI afin de garantir que les technologies émergentes permettent aux personnes marginalisées de transformer leur vie pour le mieux.

La défenderesse Mariya Gabriel, Commissaire européenne chargée de l'Innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, a déclaré que la pandémie met en évidence la nécessité de nouvelles formes de collaboration et d'innovation axée sur les objectifs.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné l'importance, entre autres :

- Des feuilles de route «STI pour les ODD», des partenariats en matière de STI et des avantages des STI pour les pays en développement;
- De la science ouverte et de l'innovation, du partage et de l'accès aux résultats scientifiques et aux solutions technologiques;
- De plus d'investissements dans la recherche et développement, dans la connectivité à large bande et dans le comblement du fossé numérique en faveur des groupes vulnérables; et
- De l'intensification des innovations dans l'agriculture pour produire plus de nourriture de manière durable.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible sur : <https://enb.iisd.org/vol33/enb3361e.html>

Réunion de haut niveau de l'ECOSOC / Réunion ministérielle du FPHN

La Présidente de l'ECOSOC, Juul, a ouvert cette session le mardi 14 juillet, appelant les États membres à prendre des mesures dans les domaines qui auront le plus grand impact, notamment l'expansion des programmes de protection sociale, le renforcement des systèmes de santé et la riposte au choc économique.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a attribué l'impact dévastateur du COVID-19 aux échecs passés et présents dans : la prise au sérieux des ODD; la lutte contre les inégalités; l'investissement dans la résilience; l'autonomisation des femmes et des filles; la prise en compte des avertissements concernant les dommages causés à l'environnement naturel; la lutte contre le dérèglement climatique; et la valorisation de la coopération et de la solidarité internationales. Le réveil apporté par la crise actuelle pourrait être une chance de créer un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace, a-t-il déclaré.

Le Président de l'AGNU, Tijjani Muhammad-Bande, a averti que la «décennie d'action» est devenue une «décennie de relance» et a appelé à placer les ODD au premier plan des stratégies gouvernementales de relance, pour protéger les communautés contre les chocs futurs.

Sanna Marin, Première ministre de la Finlande, a identifié le Green Deal européen et le Plan nordique pour reconstruire en mieux et en plus vert comme étant des feuilles de route essentielles pour la reprise. Comme évolutions positives au sein du FPHN, elle a fait état du rôle proactif des villes, de l'engagement de la Coalition des ministres des finances pour l'action pour le climat et de l'accent mis par l'ONU sur la coopération numérique.

Les représentants des Jeunes, Farai Lwandile Mubaiwa, de l'Africa Matters Initiative, et Tina Hocevar, de l'European Youth Forum, ont identifié quatre «pandémies» nécessitant une

intervention urgente : le COVID-19, le féminicide, le racisme et le changement climatique. Ils ont appelé à des filets de sécurité pour les jeunes pour empêcher une «génération de verrouillage», à pas de renflouement pour les pollueurs et à remplacer le PIB par des valeurs intégratives des droits humains, de la santé, du bien-être humain et du bien-être de notre planète.

Le débat général du segment de haut niveau a été annulé, mais les États et d'autres participants ont fourni des déclarations écrites qui peuvent être consultées à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/FPHN/2020#debate>

Allocution du Président de l'ANUE et message régional :

La Présidente de l'ECOSOC, Juul, a présidé cette session, le mardi 14 juillet. Dans son discours liminaire, Sveinung Rotevatn, Président de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA 5), et Ministre du climat et de l'environnement de la Norvège, a transmis 13 messages de l'ANUE au FPHN, portant notamment sur : l'importance de la nature en tant que catalyseur du développement durable; un appel à des négociations environnementales ambitieuses sur le cadre de la biodiversité pour l'après-2020 et la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets; la nécessité d'une action renforcée sur les approches écosystémiques; et le besoin de voies innovantes pour une consommation et une production durables.

Présentant un message de sa région, Trevor Prescod, président du Forum des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes et ministre de l'Environnement et de l'embellissement national de la Barbade, a déclaré que la pandémie a entraîné la plus forte baisse du PIB régional en un siècle et a poussé 16 millions de personnes dans des conditions d'extrême pauvreté. Il a appelé les pays à mettre en place des systèmes de suivi de la santé et de l'environnement et un cadre de mobilisation des ressources pour générer des investissements.

Messages des régions ; Omar Hilale, Représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU et Vice-président de l'ECOSOC, a présidé cette session qui a eu lieu le mercredi 15 juillet. La Modératrice Vera Songwe a fait état de progrès mitigés dans les régions et a mis en exergue le rôle de la société civile dans le travail des plates-formes régionales.

Présentant les messages de la sixième session du Forum régional africain sur le développement durable, qui a eu lieu en février 2020, Paul Mavima, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Affaires sociales, Zimbabwe, a déclaré que si la région a fait des progrès modestes dans certains domaines tels que la paix, la justice, des institutions solides et des inégalités réduites, c'est parce qu'elle est aux prises avec des défis qui entravent le progrès dont, notamment, la maladie, la pauvreté, les urgences climatiques, les guerres, le chômage des jeunes et la fragilité des systèmes sociaux. Il a en outre signalé qu'après la pandémie, le taux de croissance du PIB de l'Afrique devrait ralentir de 3,2% à 1,8%, et tomber même à des chiffres négatifs, selon certaines prévisions,

Présentant des messages de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, transmis par des réunions virtuelles, Rodrigo Malmeirca, Ministre du commerce extérieur et des investissements étrangers, Cuba, a souligné que les faibles performances économiques et les niveaux croissants d'endettement dans la région étaient des défis majeurs. Selon lui, la région devrait subir la pire baisse de la croissance du PIB de son histoire en raison de la pandémie, -5,3%. Il a appelé à un multilatéralisme renouvelé et renforcé et au respect de la souveraineté des États et de l'autodétermination, tout en rejetant les mesures unilatérales.

Présentant des messages de la région de l'Asie occidentale, émis par de récentes réunions régionales, Lolwah Al-Khater, Ministre adjoint des affaires étrangères du Qatar, a souligné la

nécessité : de renforcer les capacités nationales en matière de statistiques pour des données ventilées de qualité; d'intégrer l'égalité des genres; d'encourager les partenariats multipartites; de renforcer la responsabilité, notamment à travers des partenariats avec la société civile; et de reconnaître l'indépendance des groupes de réflexion et des centres de recherche.

Présentant des messages de l'Europe, Vaqif Sadiqov, Président de la quatrième session du Forum régional sur le développement durable pour la CEE, qui s'est déroulée virtuellement, a déclaré qu'aucun pays de la région n'était en bonne voie pour atteindre tous les ODD. Entre autres défis et priorités, il a cité : l'engagement des jeunes, des innovateurs, des entreprises et des villes; l'utilisation de la finance et de la technologie pour stimuler les produits et services verts; et la réorientation des flux financiers vers la croissance circulaire, la neutralité carbone et les solutions fondées sur la nature.

Présentant des messages de la région Asie-Pacifique, Samantha K. Jayasuriya, Présidente de la septième session du Forum Asie-Pacifique sur le développement durable, qui s'est tenue virtuellement, a souligné l'importance : des partenariats multipartites; de l'ouverture et de la transparence sur les causes et les impacts du COVID-19; et des méthodes de travail nouvelles et transformatrices qui privilégient la durabilité.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté de la nécessité : d'une analyse plus approfondie des impacts et des défis causés par le COVID-19 dans les régions; de l'affectation de ressources adéquates au secteur de la santé; de l'accélération de la dé-carbonisation et de l'accès à l'énergie propre; et d'un observatoire du COVID-19 dans la région Amérique latine et Caraïbes, pour des informations et des analyses sur les impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie.

Évaluations nationales volontaires

Les présentations des ENV de 47 pays ont commencé le vendredi 10 juillet et se sont poursuivies jusqu'à la fin de la réunion ministérielle, le jeudi 16 juillet.

Ouvrant la session sur les ENV, le 10 juillet, la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a identifié les principaux thèmes émergents dans le cadre des ENV de cette année, à savoir : un accent sur le budget et les cadres de financement; un engagement continu à ne laisser personne de côté; et l'engagement croissant des gouvernements locaux dans la mise en œuvre. Elle a déclaré que les directives mises à jour du Secrétaire général des Nations Unies sur les ENV, attendues plus tard en 2020, refléteront la nécessité d'un esprit «tourné vers l'avenir» dans le processus des ENV.

Le Vice-président de l'ECOSOC, Sandoval, en sa qualité de Président du Groupe des amis des ENV et du suivi et de l'évaluation du Programme 2030, a souligné que l'apprentissage par les pairs est au cœur des ENV.

Présentant la deuxième ENV de l'**Arménie**, Mher Grigoryan, vice-Premier Ministre, a mis l'accent sur : les préparatifs pour formuler la Transformation de l'Arménie à l'horizon 2050, une stratégie comportant 16 objectifs et cibles; les progrès accomplis dans la réforme du système judiciaire; et l'industrie de haute technologie comme moteur de croissance. Il a parlé des défis posés à l'élimination de la pauvreté d'ici 2023 et la réduction du taux de chômage; et a évoqué le lancement de 20 programmes d'aides pour faire face au COVID-19, représentant 2% du PIB.

Répondant à des questions, Grigoryan a souligné: l'adoption de technologies agricoles avancées; la prévision d'une augmentation de 15% de la part de l'énergie solaire dans la production d'électricité, d'ici 2030; une augmentation de la part des femmes

parlementaires depuis les élections de 2019; et la protection des droits humains en tant que priorité essentielle.

Lors de la présentation de la deuxième ENV du Samoa, Fiaame Naomi Mata'afa, vice-Premier Ministre et Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, a souligné les avancées accomplies dans les domaines de l'alphabétisation et du calcul; l'implication des parties prenantes; l'intégration des ODD et de la voie SAMOA dans la planification du développement national; la représentation des femmes au Parlement; et le renforcement de la riposte aux risques de catastrophe.

En réponse à des questions, Mata'afa a indiqué que : la disponibilité et la qualité des données se sont améliorées et qu'un processus de validation des données est en place; et bien que le Samoa reste exempt de COVID-19, le secteur du tourisme et les envois de fonds ont été touchés. Elle a pris note d'une déclaration du grand groupe des Peuples autochtones selon laquelle 10% des personnes handicapées au Samoa n'ont jamais été à l'école.

Présentant la deuxième ENV de l'**Équateur**, Sandra Katherine Argotty, Secrétaire technique de la planification, a mis en évidence les améliorations des indicateurs sur l'égalité des revenus entre les genres, la mortalité maternelle, les services d'assainissement, l'intégration des personnes handicapées dans la main-d'œuvre, le logement, l'élimination de la pauvreté et l'utilisation d'Internet. Identifiant les défis liés au COVID-19, elle a énuméré : la contraction économique; la réduction des revenus de change; les défis de l'accès à l'apprentissage à distance; et la montée de la violence contre les femmes.

En réponse aux questions, Argotty a souligné: la hiérarchisation des besoins des plus pauvres; la formulation de plans à moyen et long terme pour s'adapter à la baisse des prix du pétrole; et la nécessité d'une plus grande souplesse de la part des institutions financières internationales sur les obligations de paiement.

La deuxième ENV du **Honduras** a souligné : les difficultés persistantes à fournir un travail décent malgré une croissance économique importante; les efforts pour lutter contre l'extrême pauvreté à travers des programmes tels que la subvention Better Life qui fournit des transferts monétaires conditionnels pour améliorer l'accès à la santé, à l'éducation et au logement; et une réaffectation des dépenses publiques en raison de la pandémie.

Répondant aux questions, elle a déclaré que la Commission nationale du pays pour les ODD a adopté une approche inclusive de la planification et que les municipalités ont reçu des guides pour relier la planification locale au Programme 2030.

Présentant la deuxième ENV de la **Slovénie**, Zvone Črnač, Ministre du développement, des projets stratégiques et de la cohésion, a souligné : les efforts visant à garantir des services publics accessibles et de haute qualité pour tous; des repas scolaires subventionnés et des transports publics gratuits pour les écoliers et les retraités; l'accès à l'eau potable pour tous; et une politique prévoyant un an de congé de maternité.

La présentation de l'ENV slovène a été interrompue en raison de problèmes techniques avec l'audio, et aucune question n'a été posée.

Présentant la deuxième ENV du **Népal**, Puspa Raj Kadel, Commission nationale de planification, a fait état des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté, dans l'éducation, la santé et l'eau et dans l'accès à l'électricité, signalant toutefois qu'un investissement annuel de 19 milliards de dollars était encore nécessaire pour atteindre les ODD. Il a déclaré que le COVID-19 affectait négativement la croissance économique, entraînant une recrudescence des retours de travailleurs migrants et une baisse correspondante des envois de fonds, et augmentant la probabilité de voir nombre de personnes retomber sous le seuil de pauvreté.

En réponse aux questions, Kadel a souligné : l'élaboration de directives pour les gouvernements infranationaux; des programmes de renforcement des capacités au niveau infranational; la prévision d'étendre la couverture du système de protection sociale du pays à 75% d'ici à 2030; et des mécanismes pour inclure les personnes marginalisées.

Présentant la deuxième ENV de la **Géorgie**, Lasha Darsalia, vice-Ministre des Affaires étrangères, a rendu compte des progrès accomplis dans : le développement du capital humain et la protection sociale; la croissance économique; et la gouvernance démocratique. Parmi les questions nécessitant une attention particulière, il a énuméré : ne laisser personne de côté; investir dans les jeunes; un développement décentralisé; et la production/consommation d'énergie plus verte. Il a déclaré que la Géorgie visera à : générer des données de meilleure qualité; lutter contre la pollution et la contamination; localiser les ODD au niveau municipal; et relier les cibles des ODD à la budgétisation.

En réponse aux questions, Darsalia a souligné l'intégration des ODD et du Programme 2030 dans le processus politique national, et la mise en place de groupes de travail pour planifier et suivre les ODD.

Présentant la deuxième ENV du **Nigéria**, Adejoke Orellope-Adefulire, Adjointe spéciale principale du Président, chargée des ODD, a déclaré que les ODD prioritaires ont été intégrés dans le plan de relance économique et de croissance pour 2017-2020. Elle a parlé des efforts déployés pour construire une économie plus inclusive et a identifié la nécessité d'investir davantage dans l'éducation. Entre autres défis encore à relever, elle a énuméré : des taux de chômage élevés; la mortalité maternelle; les enfants non scolarisés; et les inégalités régionales.

En réponse aux questions, Orellope-Adefulire a déclaré que l'évaluation factuelle du Nigéria est étayée par des données crédibles des autorités statistiques et que des efforts sont en cours avec les gouvernements infranationaux pour reconduire les enfants à l'école.

Présentant la deuxième ENV du **Kenya**, Ukur Yatani Kanacho, Secrétaire du Cabinet chargé du Trésor national et de la planification, a mis en exergue le «Big 4 Agenda» du pays, qui donne la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux soins de santé, à la manufacture et au logement abordable. Il a fait état des progrès accomplis dans les énergies renouvelables installées par habitant, les infrastructures et la mobilisation des ressources nationales.

Répondant aux questions, Kanacho a déclaré que la stratégie nationale de sensibilisation aux ODD engage les organisations de la société civile, les groupes de discussion et les médias sociaux; et que le Bureau national des statistiques a signé un protocole d'accord avec la Commission nationale des droits humains pour garantir une approche de collecte de données fondée sur les droits humains.

Présentant la deuxième ENV de l'**Ouganda**, Mary Karooro Okurut, Ministre du Cabinet chargée des tâches générales, a souligné l'amélioration de l'accès à l'électricité, la réduction du chômage et l'augmentation des capacités de fabrication. Elle a attribué les progrès accomplis aux programmes de protection sociale, aux projets d'électrification rurale et à un taux de croissance économique solide. Immaculate Akello, Représentante de la Coalition de la jeunesse ougandaise pour les ODD, a souligné les réalisations des interventions de «retour à l'école» et les efforts visant à sensibiliser aux ODD dans les zones reculées.

En réponse aux questions, Okurut a décrit des initiatives visant à améliorer les perspectives de subsistance des jeunes, notamment un fonds de capital-risque pour les jeunes, de petites subventions et un programme de renforcement des compétences

des jeunes. Elle a déclaré que le gouvernement a réussi à contrôler la propagation de COVID-19 et son impact sur l'économie.

Présentant la deuxième ENV du **Bangladesh**, Muhammad Abdul Mannan, Ministre de la Planification, a énuméré les initiatives entreprises depuis la première ENV, notamment : un plan d'action pour les ODD; un comité national de coordination des données; l'approbation de 40 indicateurs prioritaires pour la localisation des ODD; un cadre de collaboration avec le gouvernement et diverses organisations des Nations Unies; et l'intégration des ODD dans les programmes scolaires. Il a déclaré que les efforts de réduction de la pauvreté étaient en cours jusqu'à ce que la pandémie frappe, et a souligné, comme ripostes immédiates, un programme national de transfert monétaire et un soutien à 19 secteurs économiques, y compris celui de la santé.

En réponse aux questions, Zuena Aziz, Cabinet du Premier Ministre, et Shamsul Alam, Commission de planification, ont mis l'accent sur : des solutions élaborées localement et à plus grande échelle, notamment 14 000 dispensaires communautaires pour réduire la mortalité infantile; et les efforts du gouvernement pour développer l'enseignement primaire et secondaire.

Lors de la présentation de la deuxième ENV de l'**Inde**, Rajiv Kumar, NITI Aayog, a fait état de progrès, notamment : la sortie de 271 millions de personnes de la pauvreté multidimensionnelle; la fourniture d'une assurance maladie pour 500 millions de personnes; et un accès accru au logement, à l'assainissement, aux carburants propres et aux services bancaires. Il a indiqué que le plan de relance de l'Inde après le COVID-19, d'un montant de 276 milliards de dollars, représente 10% du PIB du pays, et a mis en exergue les initiatives internationales menées par l'Inde, notamment l'Alliance solaire internationale, la Coalition pour une infrastructure résiliente aux catastrophes et le Fonds de partenariat de développement Inde-ONU.

En réponse aux questions, Kumar a parlé des progrès réalisés par l'Inde pour garantir l'accès des pauvres aux énergies renouvelables, notamment grâce à des programmes solaires photovoltaïques hors réseau, et en matière d'inclusion financière des femmes, y compris une réduction de l'écart entre les genres dans la possession de comptes bancaires. Il a parlé aussi du travail en cours pour renforcer le fédéralisme coopératif afin d'assurer la réalisation des ODD par tous les États, et a expliqué comment le gouvernement institutionnalisait les partenariats avec les organisations de la société civile dans les processus de planification de l'ENV et de la réalisation des ODD.

Présentant la deuxième ENV du **Maroc**, Nezha El Ouafi, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des expatriés marocains, a parlé des réalisations dans l'amélioration du niveau de vie, le logement, la santé, l'éducation, les énergies renouvelables et la fin de l'isolement rural. Elle a déclaré que les facteurs contribuant à cet élan vers l'avant comprenaient : le renforcement du cadre institutionnel pour la mise en œuvre; l'adoption d'une stratégie diversifiée pour mobiliser des ressources financières; l'entreprise d'une série de consultations nationales, régionales et thématiques; et l'encouragement d'une coopération efficace avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

Répondant aux questions, El Ouafi a souligné : les facteurs menant au succès de la riposte du Maroc au COVID-19; le rôle de la société civile dans le processus d'ENV; les initiatives entreprises sur le changement climatique et la sécurité alimentaire; et la coopération Sud-Sud avec les pays africains sur l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole.

Présentant la deuxième ENV du **Niger**, Ahmat Jidoud, Ministre du Budget, a fait état des progrès réalisés dans la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre la désertification et la lutte

contre le changement climatique. Il a déclaré que les principaux enseignements tirés portaient sur l'importance : d'assurer un développement inclusif; de communiquer et de diffuser les données; d'assurer une utilisation durable des ressources; et de maintenir une forte croissance économique. Il a souligné les défis à relever, notamment, l'autonomisation des femmes et des filles, le renforcement du capital humain, la mobilisation des ressources et l'harmonisation de la collecte de données.

En réponse aux questions, Jidoud a décrit : les mesures prises pour assurer une participation significative de toutes les parties prenantes au processus d'ENV; les stratégies adoptées pour promouvoir la sensibilisation aux ODD auprès de toutes les parties prenantes concernées; et des initiatives spécifiques prises pour réduire les inégalités et la discrimination à l'égard des groupes marginalisés.

La deuxième ENV de **Panama** a parlé d'une focalisation nationale sur : l'inclusion; la lutte contre la pauvreté et les inégalités; l'investissement dans l'éducation et la santé; et le traitement de l'égalité sociale entre les communautés vulnérables. Tout en reconnaissant l'urgence de la coopération internationale, les actions nationales intersectorielles de santé publique en réponse à la pandémie ont été soulignées.

Répondant aux questions, María Inés Castillo López, Ministre du développement social, a décrit : les efforts visant à établir un indice multidimensionnel de pauvreté pour les enfants et les adolescents, qui sera mis à jour tous les deux ans, pour mesurer les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'enfant; et le plan Colmena pour réduire les inégalités sociales là où elles sont les plus graves, en utilisant des mécanismes de gouvernance locale et des approches multisectorielles, et en impliquant de multiples parties prenantes.

Présentant la troisième ENV du **Bénin**, Abdoulaye Bio Tchanié, Ministre de la Planification et du Développement, a souligné : la localisation des cibles des ODD, réalisée en demandant aux gouvernements locaux de prioriser 10 des 49 cibles prioritaires nationales; l'identification de neuf ODD comme points d'entrée dans une campagne nationale visant à «ne laisser personne de côté», en éradiquant la pauvreté et en améliorant le capital humain; la détermination des goulots d'étranglement rencontrés dans la mise en œuvre des ODD; l'élaboration d'un cadre d'actions décennal pour accélérer la mise en œuvre des ODD, en réponse à la Déclaration ministérielle du FPHN de 2019; et les investissements dans les données et les statistiques.

En réponse aux questions, le Bénin a déclaré que des tables rondes sectorielles étaient organisées pour élargir le nombre de partenaires disponibles pour le financement, et qu'un ministère dédié à la numérisation a été créé pour stimuler l'économie numérique.

Présentant la deuxième ENV du **Costa Rica**, Rodolfo Solano-Quirós et Adriana Bolaños-Argueta, respectivement Ministre et vice-Ministre des Affaires étrangères, ont parlé des efforts visant à traduire le Programme 2030 en une vision nationale à laquelle toutes les parties prenantes contribuent et en partagent la responsabilité. Bolaños-Argueta a mis en exergue les réalisations dont, notamment : l'alignement de la planification locale sur le Programme 2030 par 44% des gouvernements locaux; l'accroissement des capacités en matière de statistique pour le suivi de 136 indicateurs; et la mise en place d'un système d'imputabilité lié aux ODD pour les entreprises.

Répondant aux questions, Bolaños-Argueta a souligné : le plan global de dé-carbonisation de son gouvernement, axé sur l'écosystème; les efforts fournis pour lutter contre les inégalités à travers des options d'emploi solides; et une approche

de planification multidimensionnelle qui rend compte des accomplissements du Costa Rica en matière de politique sociale.

Présentant la deuxième ENV du **Pérou**, Javier Abugattás, Centre national pour la planification stratégique, a parlé d'une intégration approfondie des ODD dans les plans de développement à long terme, et a signalé que les principales priorités comprennent la protection de la vie et la gestion des risques, notamment à travers l'amélioration des processus décisionnels, de la coordination et de la recherche. Il a souligné les mesures gouvernementales visant à soutenir les peuples autochtones de l'Amazonie péruvienne dans la lutte contre le COVID-19.

Dans sa réponse aux questions, le Pérou a souligné : son espace de rassemblement pour la société civile, les représentants gouvernementaux et les partis politiques; les progrès accomplis depuis son ENV 2017 pour faire de sa feuille de route une vision nationale et un plan de développement; et les défis budgétaires dus au COVID-19, tout en reconnaissant les faiblesses des services sociaux et en soulignant la priorité absolue à accorder à la vie, aux familles et aux communautés locales, dans le processus de relance.

Présentant la deuxième ENV de l'**Argentine**, Victoria Tolosa Paz, Conseil national pour la coordination des politiques sociales, a déclaré que le gouvernement actuel accorde la priorité à la lutte contre la faim et la pauvreté multidimensionnelle, qui va au-delà du revenu et qui comprend l'accès à l'eau potable et à la santé publique. Elle a mis en exergue : les mesures visant à «aplatir la courbe» du COVID-19 et à renforcer le système de santé publique; les transferts de ressources aux groupes les plus vulnérables; et le soutien accordé aux entreprises pour préserver les emplois.

Répondant aux questions, l'Argentine a attiré l'attention sur : les mesures visant à promouvoir l'éducation à travers la télévision et l'Internet; la priorité accordée par le gouvernement à l'égalité des genres; et les efforts fournis pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

Présentant la deuxième ENV de la **Finlande**, la Première ministre Sanna Marin a souligné : l'intégration d'une évaluation indépendante parallèle des progrès accomplis dans la réalisation des ODD par la société civile dans la communication nationale de l'ENV; un dialogue sur l'ENV entre pairs mené avec le Mozambique et la Suisse; des ELV réalisées par trois villes finlandaises; et l'objectif de neutralité carbone de la Finlande pour 2035. Comme défis, elle a identifié : les modes de consommation et de production; le changement climatique; la biodiversité; la violence sexiste et l'écart en matière de rémunération; et la discrimination contre les minorités et les personnes handicapées.

En réponse aux questions, Krista Mikkonen, Ministre de l'Environnement et du changement climatique, a déclaré : que la Commission nationale finlandaise du développement durable comprend 60 parties prenantes et qu'elle est présidée par le Premier Ministre; que la budgétisation du développement durable met l'accent sur la neutralité climatique et les subventions néfastes; que la fonction du groupe des Jeunes du Programme 2030 du pays est d'inciter le gouvernement à la mettre en œuvre; et que le gouvernement s'est engagé à respecter les droits du peuple Sami.

Présentant la première ENV de la **Bulgarie**, le Premier ministre Boyko Borisov a parlé des progrès accomplis dans : la proportion de femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques; l'augmentation de la part des énergies renouvelables; et l'amélioration des finances publiques. Entre autres défis encore à relever, il a cité les disparités régionales, une population vieillissante, la pauvreté, l'exclusion sociale, une pénurie d'employés qualifiés et de compétences numériques, et l'absence d'un mécanisme national de coordination.

Répondant aux questions, Borisov a souligné: les mesures visant à protéger les groupes vulnérables de l'impact du COVID-19, y compris un soutien financier aux micro-entreprises et aux entreprises de personnes handicapées; les unités mobiles de soins pour personnes âgées; le soutien économique aux entreprises pour préserver les emplois; les réformes du système éducatif; des politiques visant à garantir un environnement favorable au développement des entreprises et des technologies; et des initiatives pour améliorer l'approvisionnement en eau.

Présentant la première ENV de la **Fédération de Russie**, Dmitri Chumakov, Représentant permanent adjoint de la Russie auprès de l'ONU, a souligné les réalisations dont, notamment: l'éradication de l'extrême pauvreté, avec 12,6% toujours en dessous du seuil de pauvreté national; les subventions pour augmenter les possibilités de logement et promouvoir un développement régional équilibré; les mesures de récupération du COVID-19, telles que le triplement des allocations de chômage; et la formulation d'un plan national global de modernisation des infrastructures.

En réponse aux questions, Chumakov a souligné: les travaux en cours pour lancer une plateforme de technologies propres pour le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS); les efforts fournis pour améliorer l'accès aux transports dans les zones rurales pour une meilleure connectivité; et la participation de 20 organisations différentes à l'élaboration de l'ENV russe.

Lors de la présentation de la première ENV du **Burundi**, Denise Sinankwa, du Conseil économique et social du Burundi, a mis l'accent sur: l'intégration des ODD dans les plans de développement sectoriels et nationaux; les progrès accomplis dans la fourniture d'une éducation et de soins de santé gratuits et d'une eau potable salubre; et les défis de la collecte de données et de la mobilisation des financements nationaux et internationaux. Elle a parlé aussi des plans visant à améliorer l'accès à l'énergie, à créer des opportunités d'investissement résilientes et à faire en sorte que l'économie verte devienne une source de création d'emplois décents.

Répondant aux questions, Sinankwa a décrit: l'impact du COVID-19 sur l'objectif du Burundi de réduire la mortalité maternelle; la prévision de garantir un partage transparent de données ventilées à jour; les politiques et actions contre le changement climatique; et l'inclusion de la société civile dans la mise en œuvre des ODD.

Présentant la première ENV de la **Gambie**, Mambury Njie, Ministre des Finances et des Affaires économiques, a souligné les défis, notamment: l'insoutenabilité de la dette; un déficit budgétaire accentué par le COVID-19; l'érosion du littoral; les faibles investissements dans les STI; et la faible disponibilité des données. Il a fait état des progrès accomplis, notamment la création d'un ministère des femmes, des enfants et de la protection sociale, et l'élaboration d'une législation anti-corruption.

Répondant aux questions, Njie a souligné la mise en place d'un programme pilote dans 75 communautés visant à combler les disparités entre les zones urbaines et rurales en ce qui concerne l'accès aux services de base, et a indiqué que son gouvernement continuera à approfondir l'engagement du secteur privé et à mobiliser les ressources du secteur privé.

Présentant la première ENV de **Brunei**, Darussalam a fait état: des efforts fournis pour la diversification de l'économie, avec une croissance de 22,2% dans les secteurs non pétrolier et gazier entre 2010 et 2019; du lancement d'un système de protection sociale numérique conçu pour sortir les bénéficiaires de l'aide sociale de la pauvreté; et de la formation d'un conseil de l'économie numérique, d'un plan directeur et d'un groupe de travail sur la 5G.

Présentant la première ENV des **États fédérés de Micronésie**, le Président David W. Panuelo, avec d'autres délégués, a mis l'accent sur: les pratiques et les savoirs traditionnels et la protection du patrimoine naturel en tant que valeurs sous-tendant le plan de développement du pays; le travail d'intégration du changement climatique dans toutes les politiques; l'appui à la participation des femmes à la prise de décisions; et l'attachement à l'état de droit et à l'égalité des chances pour tous. Il a indiqué que le gouvernement mettait en œuvre des mesures de santé et de protection sociale pour renforcer la résilience nationale au COVID-19 et pour soutenir l'égalité entre les genres et au sein de la société.

Présentant la première ENV de la Macédoine du Nord, Mila Carovska, vice-Premier ministre, avec d'autres délégués, a déclaré que son pays avait cinq objectifs prioritaires pour 2018-2020: l'ODD 1, l'ODD 4, l'ODD 8, l'ODD 13 et l'ODD 16. Ils ont en outre souligné l'importance: de poursuivre les efforts ciblés pour réduire la pauvreté; d'investir dans une éducation de qualité et des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat, notamment pour empêcher l'exode des cerveaux; de réformer le système de protection sociale; de poursuivre les efforts pour lutter contre la corruption; de soutenir les femmes entrepreneurs; et d'améliorer la qualité de l'air et de la préparation aux crises.

Répondant aux questions, la Macédoine du Nord a mis en exergue sa promulgation d'une nouvelle loi sur le droit des femmes de décider de l'interruption de grossesse; des partenariats fructueux avec diverses parties prenantes sur la mise en œuvre des ODD; la désinstitutionnalisation des enfants pris en charge; et une nouvelle loi pour lutter contre la discrimination.

Présentant la deuxième ENV de l'Estonie, Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'ONU, a fait état des progrès réalisés dans les domaines de l'éducation et des énergies renouvelables, ainsi que des défis en matière de gestion des déchets, d'atténuation du changement climatique, de préservation de la biodiversité, d'égalité des genres et d'inclusion des personnes handicapées. Il a souligné l'efficacité des technologies numériques pour accroître l'efficacité énergétique.

Dans sa réponse aux questions, Jürgenson a souligné une augmentation de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre et une baisse de l'indice de diversité des espèces. Il a décrit les efforts visant à garantir que la numérisation ne désavantage pas des groupes particuliers.

Présentant la première ENV de l'Ukraine, Olha Stefanishyna, vice-Premier ministre pour l'intégration européenne et euro-atlantique, avec le Directeur général de la planification politique au Secrétariat du Cabinet des ministres, a souligné: une décision récente du Cabinet de traiter les ODD comme une politique référence; les efforts en cours pour intégrer les ODD dans les processus budgétaires et de planification; et les progrès accomplis dans 15 ODD, y compris la réduction de la pauvreté, des salaires plus élevés et une augmentation du nombre de logements.

En réponse aux questions, l'Ukraine a décrit: l'introduction des technologies de l'information et de la communication pour améliorer les services publics; les consultations avec les ONG et les Jeunes sur les décisions politiques; et la réforme en cours de la fonction publique.

Présentant la première ENV de l'Ouzbékistan, Tanzila Narbaeva, Présidente du Sénat, et Jamshid Kuchkarov, vice-Premier ministre, ont souligné les progrès accomplis dans: l'adoption d'un cadre national de suivi des ODD; le rôle du Parlement dans la supervision des réformes; l'égalité des genres; les rapports du ministère des Finances sur les ODD; et des mesures visant à réduire la corruption, à améliorer l'environnement des investissements et à soutenir les activités

entrepreneuriales. Pour les améliorations qui restent à accomplir, ils ont cité : la capacité statistique; l'efficacité de l'administration publique; des réformes structurelles pour renforcer l'économie de marché; et la couverture et la qualité de l'éducation.

Dans sa réponse à des questions, l'Ouzbékistan a souligné : l'adoption d'une stratégie nationale sur les droits humains qui intègre les ODD; un plan d'action national pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique; le Fonds d'affectation spéciale multipartenaires pour la sécurité humaine pour la région de la mer d'Aral; et l'implication des régions infranationales dans la mise en œuvre des ODD.

Présentant l'ENV de l'**Autriche**, Karoline Edstadler, Ministre fédérale de l'Union européenne et de la Constitution, a souligné trois domaines prioritaires : la numérisation, y compris l'expansion de l'infrastructure numérique, la formation aux compétences numériques et l'accès numérique aux services gouvernementaux; ne laisser personne de côté, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les personnes handicapées; et l'action climatique, notamment par le biais du programme de financement vert.

Dans sa réponse aux questions, Edstadler a souligné : la nécessité de réduire la fracture numérique; l'objectif national de passer entièrement à l'électricité renouvelable et d'assurer la dé-carbonisation du secteur du chauffage d'ici 2040; et une collaboration entre les parlements autrichien et zambien pour renforcer les institutions démocratiques.

Présentant la première ENV des **Seychelles**, Maurice Loustau-Lalanne, Ministre des Finances, du Commerce et de la Planification économique, a souligné : l'obtention du statut de pays à revenu élevé; une large offre de soins de santé et de possibilités d'éducation; l'émission d'«obligations bleues» pour soutenir les aires marines protégées; et la nécessité d'une diversification économique loin du tourisme.

Répondant aux questions, Loustau-Lalanne a fait état : d'un grand intérêt pour les obligations bleues; la désignation de 30% de la zone économique exclusive du pays comme aires marines protégées; la création d'une commission des droits humains; et l'intégration des ODD dans la stratégie nationale quinquennale.

La première ENV de la **Syrie** a souligné : un engagement en faveur de la réconciliation nationale; l'octroi d'une priorité au retour des personnes déplacées et des réfugiés; un programme de développement national d'après-guerre englobant le plan Syrie 2030, qui intègre les ODD; et un plan économique à l'horizon 2030 en quatre phases, à savoir les secours, la résilience, la reprise et la durabilité. Une présentation vidéo a signalé qu'en raison de la guerre, l'agriculture a diminué de 23% et que 28% des Syriens sont confrontés à l'insécurité alimentaire.

Répondant aux questions, Emad Sabouni, Ministre et chef de la Commission de planification et de coopération internationale, a déclaré : «des mesures coercitives unilatérales» sous forme de restrictions commerciales ont eu un impact sur l'économie, les infrastructures et les moyens de subsistance; la priorité des institutions des Nations Unies s'est déplacée vers la réponse aux besoins humanitaires pendant la guerre, mais un rôle renouvelé dans le soutien au développement économique et social est désormais bienvenu; et le processus de l'ENV était participatif, impliquant la société civile, les universités et les parlementaires.

Présentant la première ENV de **Saint-Vincent-et-les Grenadines**, Camillo Gonsalves, Ministre des Finances, de la Planification économique, du Développement durable et des Technologies de l'information, a souligné les progrès réalisés dans les domaines : de la réduction de la mortalité maternelle; de l'accès à l'enseignement secondaire; de la réduction de la transmission du VIH; d'un accès accru à l'électricité; des

services d'eau potable et d'assainissement; et de la réduction des inégalités fondées sur le genre. Il a appelé au financement du développement, au transfert de technologie, au renforcement des capacités, à des partenariats de coopération et à une véritable réforme systémique, sans quoi le développement durable restera «illusoire».

Répondant aux questions, Gonsalves a indiqué que son pays dépense un montant insoutenable, qui reste insuffisant, pour faire face aux catastrophes liées au climat, et que les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 promis par les pays développés comme financement climatique, au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique ne sont toujours pas mis à disposition. Il a qualifié les mécanismes créés pour fournir des financements internationaux de mécanismes «inadaptés à l'objectif».

Présentant la première ENV de **Trinité-et-Tobago**, Pernelle Beckles, Représentante permanente de Trinité-et-Tobago auprès des Nations Unies, a souligné les progrès accomplis dans : la réduction des taux de mortalité maternelle et des moins de cinq ans; l'accroissement de la représentation des femmes au Parlement; et l'intégration de huit ODD prioritaires dans les cadres politiques. Elle a fait état d'une approche multidimensionnelle des mesures économiques et financières pour minimiser les impacts de la contraction économique due au COVID-19. Soulignant les résultats d'un rapport parallèle de la société civile sur les ODD et le changement climatique, Nicole Leotaud, de l'Institut des ressources naturelles des Caraïbes, a identifié la nécessité d'accélérer l'action dans de nombreux domaines.

Dans sa réponse aux questions, Beckles a parlé des impacts économiques et sociaux de la pandémie, notamment la baisse des prix du pétrole et la baisse du tourisme, et a souligné la création d'un comité sur la feuille de route pour la reprise.

Présentant la première ENV du **Mozambique**, António Gumende, Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU, a fait état des progrès accomplis dans : la réduction de la pauvreté et de la mortalité maternelle; la parité entre les genres dans l'éducation et la représentation des femmes au sein des instances du gouvernement; l'accès à l'électricité; et l'adaptation au changement climatique et la planification de la résilience. Il a indiqué que le Mozambique a adopté les meilleures pratiques dans : la gouvernance de la sécurité alimentaire; la gestion de la pêche; l'infrastructure résiliente; et l'institutionnalisation des dialogues avec les parties prenantes.

En réponse aux questions, le Mozambique a évoqué : un groupe de coordination multipartite sur l'ENV; des mesures de protection des groupes vulnérables; l'importance de poursuivre la diversification économique pour améliorer les effets répartitifs; et la nécessité de renforcer les capacités en matière statistique.

Présentant l'ENV de la **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, James Marape, Premier ministre, a fait état de progrès significatifs dans de nombreux ODD, notamment sur l'amélioration de la connectivité des transports, la santé, l'éducation, le développement communautaire, l'espérance de vie, la mortalité maternelle et infantile, l'alphabétisation et la réduction de l'extrême pauvreté. Il a souligné le défi de réduire les inégalités croissantes.

Répondant aux questions, Sam Basil, Ministre de la planification nationale et du suivi, a déclaré que son pays continuerait d'accorder la priorité à la connectivité des transports, au déploiement de l'électrification, au soutien aux petites et moyennes entreprises et à l'agriculture. Il a donné un aperçu des mesures de relance économique adoptées dans le cadre de la riposte au COVID-19.

Présentant la première ENV des **Comores**, le Secrétaire d'État chargé de la Coopération a décrit : un plan national à l'horizon

2030 formulé sur la base du Programme 2030; une réduction de la part de la population vivant sous le seuil national de pauvreté, passant de 34,3% en 2013 à 23,5% en 2019; la stabilisation de la croissance du PIB pour dépasser la croissance démographique; des liaisons de transport améliorées; une meilleure gouvernance; et la modernisation du système fiscal. Entre autres défis posés, il a mentionné : une baisse des envois de fonds; un ralentissement de l'activité économique qui a réduit les recettes fiscales et qui risque d'anéantir les petites et moyennes entreprises; et une baisse des investissements directs étrangers.

En réponse aux questions, les Comores ont décrit : une enveloppe d'outils pour les institutions de protection sociale et un programme de filet de sécurité sociale; des politiques pour l'égalité sociale et la parité des genres; et les efforts pour contrôler la propagation du COVID-19 et renforcer la résilience malgré les limites des ressources.

Présentant la première ENV de la **République démocratique du Congo**, Élysée Munembwe, vice-Premier ministre et Ministre de la Planification, a souligné les progrès réalisés, notamment : l'amélioration de l'accès à l'eau potable; l'accélération de la fourniture d'une éducation de base gratuite; l'amélioration de la santé génésique, maternelle, néonatale et infantile; les débuts de la couverture sanitaire universelle; l'extension des aires protégées; et de nouveaux cadres juridiques pour renforcer les droits des femmes et la protection de l'environnement. Elle a indiqué que le gouvernement explorait les possibilités de mobiliser des sources de financement innovantes.

Répondant à des questions, Munembwe a souligné les plans d'une enquête sur la mise en œuvre des ODD qui intéresse les personnes handicapées et les peuples autochtones.

Présentant la première ENV du **Kirghizistan**, Sanjar Mukanbetov, Ministre de l'Économie, a parlé des réalisations accomplies en matière : d'élargissement de l'accès à l'éducation à 99% de la population; de réduction de la mortalité infantile; et de la lutte contre l'apatridie. Il a indiqué que le taux de croissance économique était insuffisant pour une amélioration rapide des moyens de subsistance. Tatyana Tretyakova, représentant la société civile kirghize, a déclaré que plus de 130 ONG étaient impliquées dans l'élaboration de l'ENV.

Dans sa réponse aux questions, le Kirghizistan a mis en exergue : la réforme judiciaire en cours, y compris l'adoption d'un nouveau code pénal; un réseau d'aires protégées; les mesures de protection des groupes vulnérables; et une politique pour assurer la viabilité des entreprises pendant la pandémie.

Présentant la première ENV de la **Libye**, Taher Jehaimi, Ministre de la Planification, et Taher Belhassan, Comité de développement durable, Ministère de la Planification, ont parlé de l'amélioration des évolutions dans : les réseaux de sécurité sociale; l'inscription à l'alphabétisation et à l'éducation; la santé génésique et la lutte contre la mortalité infantile; l'énergie propre; et l'urbanisme. Comme défis, ils ont identifié : les décès dus aux accidents de la route; l'inscription dans l'enseignement pré-primaire; le traitement des eaux usées et les taux naturels de prélèvement d'eau; la croissance économique; la propagation des bidonvilles; la désertification; et les déplacements humains et les décès liés aux conflits.

Répondant aux questions, Jehaimi a expliqué : que la Libye a choisi de donner la priorité à 10 ODD pour permettre un processus d'ENV plus efficace, précisant que le pays estime que les 17 objectifs sont importants; et que divers défis compliquent les efforts pour atteindre les objectifs sociaux et économiques du pays et ont également affecté l'élaboration de l'ENV, y compris l'instabilité politique et l'insécurité, une diminution des exportations de pétrole et des revenus connexes, la migration illégale, le COVID-19 et le manque de statistiques et de données.

Dans la présentation de la première ENV du **Malawi**, les délégués ont fait état des progrès réalisés dans : les taux de scolarisation; le nombre des filles qui fréquentent l'école secondaire; l'alphabétisation des jeunes; l'assainissement; et la

baisse de la mortalité maternelle et néonatale. Des défis ont été relevés en matière d'inégalité entre les genres, de pauvreté et du suivi et de l'évaluation.

Dans sa réponse aux questions, Thomas Munthali, Commission nationale de planification, Malawi, a souligné : la suppression des frais pour l'enseignement secondaire; l'introduction d'installations sanitaires dans les écoles; la sensibilisation pour décourager le mariage des enfants; une stratégie d'économie numérique; des mesures pour une agriculture intelligente face au climat; une initiative de ceinture verte; et les mesures prévues pour lutter contre la corruption. Maria Jose Torres Macho, coordonnatrice résidente des Nations Unies pour le Malawi, a appelé à accroître les investissements dans les ODD et a souligné l'importance de l'égalité des genres, de l'accès à l'information et de l'initiative de ne laisser personne de côté.

Présentant la première ENV de la **Zambie**, Alexander Chiteme, Ministre de la Planification du Développement National, et Chola Chabala, ministère de la Planification du Développement National, ont souligné : les dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre des ODD; une réduction de la pauvreté multidimensionnelle à 44%; investissements dans les infrastructures et la production d'énergie; et l'amélioration de la santé et de l'égalité des sexes. Precious Mulenga, Représentante de la société civile, a appelé à un processus plus inclusif permettant aux organisations de la société civile de participer à la mise en œuvre des ODD.

Dans sa réponse aux questions, la Zambie a souligné une évolution vers un mix énergétique diversifié, des programmes de récupération pour faire face aux impacts du COVID-19 et un fardeau croissant de la dette.

Présentant la première ENV de la **République de Moldavie**, Adrian Ermurachi, Secrétaire général adjoint du gouvernement, a parlé des progrès accomplis dans : la lutte contre les maladies non transmissibles; la scolarisation des enfants handicapés; et les femmes aux postes de direction. Il a souligné comme engagements politiques: les services de santé et d'éducation; la protection sociale et les systèmes d'assurance; la lutte contre les comportements à risque chez les jeunes; l'efficacité énergétique et énergies renouvelables; l'inclusion sur le marché du travail; la formation professionnelle; l'amélioration de la qualité des eaux et des sols; la résilience climatique; la prise de décision participative; et les investissements dans un système national de données.

Répondant aux questions, la Moldavie a expliqué que : les recommandations de l'ENV alimenteront un nouveau cycle de planification du développement; les parties prenantes ont été impliquées dans le développement de l'ENV; un prochain recensement fournira des données plus complètes et plus récentes; une assistance médicale et sociale a été fournie en réponse au COVID-19; une stratégie sur les maladies non transmissibles aidera à y faire face; et la pertinence de l'éducation pour l'emploi futur des diplômés demeure une préoccupation.

Présentant la première ENV du **Libéria**, Augustus J. Flomo, Vice-ministre de la Gestion économique, a déclaré qu'un plan de développement national et une législation, y compris une loi sur les droits fonciers et une loi sur les gouvernements locaux, ont été adoptés en 2018 pour lutter contre les inégalités enracinées et contre la privation économique. Le délégué a déclaré que les progrès dans certains domaines, notamment la réduction de l'extrême pauvreté, l'élimination de la sous-alimentation et de la mortalité maternelle, ont ralenti en raison du ralentissement économique causé d'abord par l'épidémie d'Ebola en 2014, puis maintenant par le COVID-19. Les priorités sont désormais reconsidérées, a-t-il précisé, pour se concentrer sur le développement des infrastructures locales, l'amélioration des chaînes de valeur des agro-produits et sur les investissements dans la santé et l'éducation.

En réponse à une question, il a mis en exergue plusieurs initiatives de partenariat visant à investir dans le rétablissement après COVID-19, affirmant que si les partenaires s'alignaient sur le programme du gouvernement, beaucoup pourrait être accompli.

Présentant l'ENV de la **Barbade**, Marsha Caddle, Ministre des Affaires économiques et de l'investissement, a détaillé les mesures prises en riposte au COVID-19, y compris: la protection sociale des travailleurs du secteur informel, des travailleurs indépendants et des petites entreprises; la reconnexion à l'approvisionnement en eau des ménages qui ne pouvaient pas payer; l'élargissement de l'accès à la santé publique; et une campagne d'autonomisation des agriculteurs pour soutenir la nutrition et la sécurité alimentaire. Soulignant que la riposte de la Barbade a été freinée par un niveau élevé d'endettement, elle a déclaré que le pays est un «canari dans la mine du système international» et a appelé à un financement concessionnel pour les PRI, et à des mesures objectives de vulnérabilité pour déterminer l'accès au financement concessionnel.

Présentant l'ENV des **Îles Salomon**, Rexon Ramofafia, Ministre de la Planification nationale, a mis en relief: l'intégration des ODD dans la stratégie nationale de développement; les progrès vers la réalisation de la couverture sanitaire universelle; la nécessité de réduire la dépendance au diesel importé comme carburant; et le rôle de l'enseignement gratuit dans l'augmentation des taux de scolarisation dans les écoles primaires et secondaires.

Dans sa réponse aux questions, le délégué des Îles Salomon a déclaré que le Cadre de financement intégré prévoit des étapes opérationnelles pour traduire la stratégie nationale de développement en action; a exprimé le besoin de clarifier les objectifs à court, moyen et long terme pour la récupération post-COVID-19; et a souligné les efforts déployés pour tirer parti des progrès réalisés par la Mission d'assistance régionale aux Îles Salomon.

Clôture du FPHN

La Présidente de l'ECOSOC, Juul, a présidé la séance de clôture le jeudi 16 juillet.

«Nous n'étions pas sur la bonne voie pour livrer quand le COVID-19 a frappé, et le chemin qui reste à parcourir est encore plus raide», a déclaré la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, dans son discours de clôture.

«Nous pourrions inverser la situation si nous restons fidèles au Programme 2030.» Elle a attiré l'attention sur: le financement et les services publics; une reprise inclusive, verte et sensible à la parité des genres; l'écoute des préoccupations des jeunes; et un système multilatéral inclusif et en réseau avec l'ONU au centre.

Juul a remercié les co-Modérateurs des consultations sur la déclaration ministérielle et a indiqué que même si une déclaration ambitieuse émergeait, certaines questions doivent encore être discutées. Suggérant que les pays étaient proches d'un accord, elle a encouragé tous les États membres à soutenir son adoption par consensus. Elle a clos la réunion à 16h18.

Brève analyse de l'édition 2020 du FPHN

Le vaccin contre le COVID-19 n'est peut-être pas encore prêt, mais l'antidote contre certains de ses pires effets existe déjà. Tel était le principal message du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, aux États membres participant à la réunion virtuelle 2020 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). Il a regretté qu'il n'ait pas déjà été administré. «La crise du COVID-19 a des effets dévastateurs en raison de nos échecs passés et présents», a-t-il déclaré à son audience virtuelle. «Parce que nous n'avons pas encore pris au sérieux les ODD».

L'allocation du Secrétaire général a mis en perspective les raisons pour lesquelles le FPHN devait aller de l'avant et se réunir même l'année où la plupart des autres réunions et processus multilatéraux se trouvaient au point mort. La sonnette d'alarme s'était déjà déclenchée en 2019, lorsque le FPHN et le Sommet sur les ODD avaient constaté que des progrès insuffisants ont été accomplis sur le Programme 2030 et les ODD. En conséquence, une «Décennie d'action et de réalisation» pour le développement durable a été lancée par l'ONU, comme tremplin permettant aux États membres de se lancer dans l'action. L'année 2020 était censée être une année «super», avec le déploiement d'efforts

accrus des gouvernements du monde entier pour atteindre les ODD, commencer à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le changement climatique et négocier de nouveaux cadres pour les objectifs pour l'après-2020 relatifs à la biodiversité et à la gestion des produits chimiques et des déchets. Au lieu de cela, en quelques mois à peine, la décennie d'action et d'exécution est devenue une décennie de relèvement, comme l'a sombrément souligné le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad-Bande.

Cette brève analyse examine le rôle du FPHN dans le retour des États membres sur la bonne voie au cours de la décennie de relèvement, et les impacts plus larges du COVID-19 sur le multilatéralisme. Elle présente également une réflexion sur l'impact du format virtuel de cette année sur le FPHN et son mandat.

La pire crise de toute une vie

La pandémie de COVID-19 a lourdement pesé sur l'avancement de la réalisation du Programme 2030 et des ODD. Selon le rapport intérimaire du Secrétaire général sur les ODD cette année, ce qui a commencé comme une crise sanitaire est rapidement devenu la pire crise humaine et économique de toute une vie. Plus de 3,2 millions de personnes avaient été infectées dans le monde et plus de 230 000 étaient décédées, à la fin avril (et le jour où le FPHN a pris fin, ce chiffre était passé à 13,5 millions de cas et 580 000 décès). Les systèmes de santé ont été submergés partout dans le monde. Les moyens de subsistance de la moitié de la main-d'œuvre mondiale ont été gravement touchés par la fermeture d'entreprises et d'usines et, toujours selon le rapport, près de 160 millions d'emplois dans les secteurs du tourisme, de la manufacture et des produits de base dans les pays en développement sont menacés. Des dizaines de millions de personnes pourraient se retrouver dans l'extrême pauvreté et la faim. L'éducation a été perturbée, avec 1,6 milliard d'élèves non scolarisés. Les inégalités systémiques et structurelles préexistantes à l'intérieur des pays et entre les pays ont été exacerbées par la pandémie. Les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les migrants, les réfugiés et les travailleurs du secteur informel, sont touchés de manière disproportionnée.

Des inquiétudes ont également été exprimées au cours de la session, selon lesquelles les restrictions aux libertés de réunion et de mouvement imposées pour réduire la propagation du COVID-19 pourraient compromettre la consultation publique et la participation aux projets de développement ou restreindre les droits de la société civile.

Il était encore tôt pour que les gouvernements participant au FPHN cette année brossent un tableau complet des impacts de la pandémie sur leurs populations et leurs économies. Certaines évaluations nationales volontaires (ENV), par exemple, ne mentionnaient pas du tout la pandémie, peut-être parce que les préparatifs avaient eu lieu avant qu'elle ne frappe. Cela a rendu certaines critiques discordantes avec la réalité sur le terrain. D'autres comprenaient des sections entières décrivant les effets déjà graves de la pandémie. Le Népal, par exemple, a décrit la menace pesant sur son économie et sur les avancées accomplies dans la réalisation des ODD, tout en se déclarant préoccupé par le fait que vu que tous les pays sont en train d'essayer d'atténuer les effets de la pandémie sur leurs propres économies, les pays les moins avancés seront laissés à se défendre seuls avec eux-mêmes.

Au cours de la première semaine des discussions, des informations plus anecdotiques présentées par les États membres ont indiqué que la pandémie pourrait ébranler des idées et des conventions de longue date, telles que l'utilisation du statut de revenu comme seuil d'accès à l'aide financière accordée par la communauté mondiale. De nombreux petits États insulaires en développement classés comme pays à revenu intermédiaire sur la base de leur produit intérieur brut (PIB) par habitant, ont vu leurs

sources de revenu (principalement du tourisme, mais dans certains cas également de la production de pétrole) se tarir durant la pandémie. Des représentants de ces pays ont attiré l'attention sur ce point, appelant à une révision des mesures de la vulnérabilité et à une reconnaissance de ses «multiples nuances». La difficulté ici, comme l'a noté le modérateur, citant l'économiste britannique John Maynard Keynes, ne sera pas tant d'élaborer de nouvelles idées pour faire face à la pandémie, que d'échapper aux anciennes.

Reconstruire en mieux

La pandémie n'a pas tant généré de nouvelles leçons, que réitérer ce que la communauté mondiale savait déjà, à un moment où nous sommes (peut-être) plus enclins à écouter. La nécessité de «reconstruire en mieux» a été presque universellement reconnue, tout comme la nécessité d'investir davantage dans les soins de santé, la protection sociale et des emplois décents. Mais la mise en œuvre de ces solutions en période de difficultés économiques pourrait s'avérer plus difficile. La tension toujours présente entre la relance de la croissance économique et le choix de voies de développement plus durables sera plus forte que jamais.

Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'une aide d'urgence pour endiguer la perte d'acquis en matière de développement, durement gagnés. De nombreux pays de tout le spectre du PIB ont appelé à des mesures urgentes telles que l'allègement de la dette ou «l'échange de dettes contre des ODD», avec des modalités d'accès faciles. Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à un plan de sauvetage représentant au moins 10% de l'économie mondiale et à des niveaux adéquats d'allègement de la dette. Il a également été l'un des organisateurs d'une «réunion virtuelle de haut niveau sur le financement du développement à l'ère du COVID-19 et au-delà» en mai 2020. L'événement devrait alimenter une réunion des ministres des finances et un sommet des dirigeants mondiaux en septembre 2020, à l'ouverture de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

D'autres ont craint de voir les processus actuellement onéreux d'accès au financement retarder les efforts de redressement. Par exemple, le ministre Camillo Gonsalves de Saint-Vincent-et-les Grenadines a qualifié les mécanismes actuels d'accès au financement climatique de mécanismes «inadaptés» et «à la limite de l'insulte et de la dureté».

Dans l'ensemble, il est possible que le choix de voies plus durables ne soit pas aussi difficile que par le passé, mais les gouvernements peuvent toujours être tentés de se concentrer sur des gains rapides et faciles à court terme. Comme l'a souligné un intervenant, répondre aux besoins urgents actuels sans tenir compte de la résilience future signifierait que les gouvernements perdraient une opportunité importante. Lors de la reconstruction, ils doivent garder à l'esprit les futures grandes crises et les avantages de la résilience, et pas seulement les coûts actuels.

Aucun de nous n'est en sécurité tant que nous ne sommes pas tous en sécurité

Le multilatéralisme survivra-t-il à la pandémie ? Au cours de la réunion, nombre de pays ont réaffirmé que le seul moyen de sortir de cette crise passe par la solidarité mondiale. Mais il y avait aussi une nervosité sous-jacente et une reconnaissance du fait que le multilatéralisme est au plus bas de son histoire en ce moment où les besoins sont les plus criants. Certains délégués ont fait écho aux préoccupations du Népal selon lesquelles les pays pourraient être trop occupés à se sauver eux-mêmes pour faire preuve de solidarité avec les autres. Il est vrai que la pandémie a suscité des réactions nationalistes de la part de certains pays qui, par exemple, ont détourné des cargaisons limitées d'équipements de protection individuelle destinées à d'autres pays dans «un acte de

piraterie moderne»; ont acheté la quasi-totalité de l'offre mondiale de Remdesivir, le médicament antiviral qui pourrait accélérer le rétablissement des patients atteints de coronavirus; ou ont été accusés de «nationalisme vaccinal» pour avoir tenté d'obtenir un accès prioritaire à un vaccin potentiel anti-COVID-19.

Ce qui a manqué au FPHN, cependant, c'est une vision claire de la manière exacte dont le multilatéralisme et le Programme 2030 pourraient être ravivés et renforcés. Certains éléments ont été mentionnés - par exemple, la promotion de la solidarité et des partenariats; l'agir ensemble pour produire un «vaccin populaire»; le recours à des mesures de progrès non liées au PIB; la réforme des institutions financières internationales; l'élargissement des causes et des mesures de vulnérabilité; un commerce mondial équitable et ouvert; la protection de l'ordre international fondé sur des règles; et plus de sécurité et de protection sociales. «Pendant des décennies, nous avons eu du mal à modifier les cadres multilatéraux pour qu'ils répondent mieux à nos réalités», a déclaré Aiyaz Sayed-Khaiyum, Ministre fidjien de l'économie, de la fonction publique et des communications. «C'est maintenant la tempête parfaite du climat et du COVID-19. Nous manquons de temps pour remédier à un système financier international qui s'est avéré bien dépassé». Une réforme systémique plus profonde et un changement plus transformateur pour mettre à jour le système mondial afin de relever les défis actuels nécessiteront cependant une vision plus cohérente.

Le FPHN a pour mandat de «fournir un leadership politique, des recommandations et des conseils», mais il ne l'a pas encore entièrement fait, comme l'a noté la Réunion du groupe d'experts (RGE) sur les enseignements tirés à la fin des quatre premières années, tenue en mai 2019. Des éléments de leadership et d'orientation manquaient même dans les déclarations ministérielles annuelles qui, a noté un délégué du FPHN, sont devenues plutôt des «déclarations de moindre résistance» négociées avant la session. Cela ne permet pas aux délégués de réfléchir réellement aux préoccupations soulevées durant la session - au lieu de cela, le même ensemble de questions est référencé et le même ensemble de questions est controversé année après année, pour les mêmes motifs. Un participant à la RGE a même mis en doute la valeur d'une déclaration ministérielle annuelle, tandis qu'un autre a estimé qu'elle n'avait pas besoin d'être adoptée pendant le FPHN et qu'elle pouvait tout aussi bien être adoptée plus tard. Par accident ou par conception, c'est ce qui s'est produit lors de la réunion de 2020. Comme cela est devenu la norme, le consensus autour de la déclaration s'est avéré impossible. Dans des circonstances normales, cela aurait nécessité un vote, mais en l'absence de procédures de vote en ligne, l'adoption de la déclaration a dû être différée. La Présidente de l'ECOSOC, Juul, a distribué un projet révisé de déclaration le lendemain de la fin du FPHN - si aucune objection n'est soulevée de là au 22 juillet, la Déclaration sera considérée comme adoptée.

«Excellence, pouvez-vous m'entendre?»

Le FPHN était une réunion importante qui devait avoir lieu, même à une époque de distanciation sociale, pour rappeler aux gouvernements l'importance du Programme 2030 et des ODD pour la riposte au COVID-19. Cela a nécessité un format virtuel, même si la numérisation pose toujours un défi pour de nombreux États membres de l'ONU, les parties prenantes et même l'ONU elle-même. Comme prévu, cela a eu un impact majeur sur le FPHN, qui a été considéré par beaucoup comme un cas test pour la manière dont les futures réunions des Nations Unies pourraient être tenues dans un environnement virtuel, y compris la prochaine commémoration du 75e anniversaire de l'ONU.

Premièrement, l'ordre du jour de la session a dû être modifié par l'ECOSOC, non seulement pour tenir compte de l'accent mis sur les effets du COVID-19, mais aussi pour le rendre plus léger que prévu auparavant. Le débat général a été annulé et aucune réunion parallèle n'a eu lieu.

Le nombre total de participants était le plus élevé le jour de l'ouverture, avec près de 12 500 téléspectateurs du livestream. Cela ne devrait pas être directement comparé aux 2 000 à 2 500 participants qui y avaient physiquement pris part à New York au cours des trois années précédentes, car personne ne sait combien d'entre eux ont peut-être regardé les webémissions au cours de ces années. Davantage de personnes ont participé aux journées d'ouverture du FPHN et de la réunion ministérielle. Les inquiétudes exprimées avant la réunion selon lesquelles le format virtuel risquait de restreindre l'engagement des organisations de la société civile n'ont pas été confirmé, tant s'en faut, car les grands groupes et autres parties prenantes ont été appelés à prendre la parole après les présentations des ENV et y ont bénéficié d'un temps d'intervention aussi limité que celui des répondants gouvernementaux.

Le chronométrage était peut-être plus facile dans le format virtuel, les Présidents exerçant davantage de contrôle mais, comme les années précédentes, les présentations d'ENV ont semblé encore très pressées, avec peu de temps pour les discussions interactives et l'apprentissage par les pairs. La plupart des ENV étaient complètement pré-enregistrées - y compris, dans certains cas, la discussion, ce qui signifie que les questions avaient été envoyées à l'avance et que les réponses pouvaient être mieux «scénarisées». Certains ont enregistré leur ENV assortie d'une discussion en direct, tandis que d'autres ont choisi de diffuser en direct à la fois la présentation de leur ENV et la discussion. Il y a eu quelques problèmes techniques qui ont retardé les présentations des ENV ou empêché certains intervenants ou répondants répertoriés, de participer.

Les discussions thématiques n'ont pas souffert autant de problèmes techniques, et leur contenu était similaire à celui des années précédentes. Le seul élément du FPHN qui était censé être «négocié» par les États Membres était la Déclaration ministérielle, et bien que cela se soit déroulé dans un cadre de réunions virtuelles entre diplomates à New York, elle n'a toujours pas pu être adoptée à la plénière de clôture. Cela semble indiquer que les réunions virtuelles qui sont principalement basées sur les exposés, fonctionnent assez bien, même si elles pourraient désavantager les participants des États ayant un accès Internet médiocre. Mais l'ONU doit encore déterminer s'il est même possible d'avoir des négociations réelles dans un cadre virtuel, auquel manque la valeur des interactions «dans les couloirs» entre diplomates.

Ne gaspillez jamais une bonne crise

Si la tâche des Nations Unies et de ses États membres dans la réalisation des ODD était difficile auparavant, elle peut sembler impossible maintenant. Mais comme l'a dit le Secrétaire général dans son allocution, nous pouvons inverser la tendance. «À partir du réveil que cette crise nous apporte, nous avons une chance de créer un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace». Cet appel doit être entendu, car d'autres sonnettes d'alarme retentissent et de nombreux experts craignent que la crise du COVID-19 n'annonce le pire à venir. Si nous n'avons pas réussi à prendre l'antidote - les ODD - avant, nous devons la prendre maintenant, avant que la prochaine crise mondiale ne frappe.

Réunions à venir

75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU): L'AGNU 75 s'ouvrira le 15 septembre 2020, et le premier jour du débat général de haut niveau est prévu le mardi 22 septembre 2020. L'ONU marquera son 75e anniversaire avec un événement de haut niveau d'une journée, le 21 septembre 2020, sous le thème «L'avenir que nous voulons, l'ONU dont nous avons besoin : Réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme». L'AGNU 75 comprendra également : un

sommet sur la biodiversité; et une réunion de haut niveau pour célébrer le 25e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. **dates:** 15- 30 septembre 2020 **lieu:** Siège de l'ONU, New York (à confirmer) **www:** <https://www.un.org/en/ga/>

Sommet des dirigeants de l'ONU 2020 sur la biodiversité: L'AGNU 75 convoquera le Sommet des Nations Unies sur la biodiversité sous le thème «Action urgente en faveur de la biodiversité pour le développement durable». Son objectif est de donner une orientation politique et un nouvel élan à l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Le Sommet comprendra une session d'ouverture, une réunion plénière de débat général, deux dialogues avec les dirigeants et une brève réunion de clôture. **dates:** 22-23 septembre 2020 **lieu:** Siège de l'ONU, New York (à confirmer) **www:** <https://www.cbd.int/article/Summit-on-Biodiversity-2020>

Beijing + 20 : L'AGNU 75 convoquera la réunion de haut niveau de l'AGNU pour célébrer le 25e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les Femmes, qui a eu lieu à Beijing, Chine, en septembre 1995. **date:** 23 septembre 2020 **lieu:** Siège de l'ONU, New York (à confirmer) **www:** <https://www.un.org/pga/73/2019/05/22/25th-anniversary-of-the-fourth-world-conference-on-women/>

5e session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) : l'ANUE-5 se tiendra sous le thème «Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les Objectifs de développement durable». Son objectif sera de connecter et de consolider les actions environnementales dans le cadre du développement durable et de motiver le partage et la mise en œuvre d'approches réussies. **dates:** 22-26 février 2021 **lieu:** Nairobi, Kenya **www:** <https://environmentassembly.unenvironment.org/unea5>

Édition 2021 du FPHN : La 9ème session du FPHN se déroulera sur huit jours en juillet 2021. **date:** à confirmer **lieu:** Siège de l'ONU, New York (à confirmer) **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/FPHN>

Pour d'autres réunions, consulter l'adresse: <http://sdg.iisd.org>

Glossaire

| | |
|-------------|---|
| Agenda 2030 | Programme de développement durable à l'horizon 2030 |
| CEE | Commission économique des Nations Unies pour l'Europe |
| ECOSOC | Conseil économique et social des Nations Unies |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| PIB | Produit intérieur brut |
| FPHN | Forum politique de haut niveau sur le développement durable |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PDSL | Pays en développement sans littoral |
| PRI | Pays à revenu intermédiaire |
| APD | Aide publique au développement |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| PEID | Petits États insulaires en développement |
| STI | Science, technologie et innovation |
| AGNU | Assemblée générale des Nations Unies |
| ELV | Évaluation locale volontaire |
| ENV | Évaluation nationale volontaire |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |